

**BILAN
LÉGISLATURE
2013-2018**

CSV

FRAKTION

**KLOER,
NO &
GERECHT.**

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE DE CLAUDE WISELER	3	LE BILAN DU GROUPE PARLEMENTAIRE CSV À LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS	29
BREF RÉSUMÉ EN CHIFFRES	4	1) Politique familiale et du troisième âge	30
LES DÉPUTÉS CSV	5	2) Affaires sociales et politique du travail et de l'emploi	30
Diane Adehm	6	3) Politique du logement	31
Sylvie Andrich-Duval	7	4) Croissance et aménagement du territoire	31
Nancy Arendt	8	5) Politique d'intégration	33
Emile Eicher	9	6) Politique de l'éducation	33
Felix Eischen	10	7) Politique budgétaire et finances	34
Léon Gloden	11	8) Réforme fiscale	35
Jean-Marie Halsdorf	12	9) Plan hospitalier	35
Martine Hansen	13	10) Justice	35
Françoise Hetto-Gaasch	14	11) Sécurité des citoyens	36
Ali Kaes	15	12) Lutte contre le terrorisme	36
Marc Lies	16	13) Services de secours	37
Martine Mergen	17	14) Fabriques d'églises	37
Paul Henri Meyers	18	15) Economie	37
Octavie Modert	19	16) Fonction publique et institutions étatiques	38
Laurent Mosar	20	17) Réforme constitutionnelle	38
Marcel Oberweis an Claudine Konsbrück	21	18) Egalité des Chances	39
Gilles Roth	22	19) Sport	39
Marco Schank	23	20) Gaspillage alimentaire	39
Marc Spautz	24	21) Culture	39
Serge Wilmes	25	LES DÉPUTÉS CSV AU PARLEMENT EUROPÉEN	40
Claude Wiseler	26		
Michel Wolter	27		
Laurent Zeimet	28		

SYNTHÈSE DU TRAVAIL PARLEMENTAIRE DES DÉPUTÉS CSV

La présente législature touche à sa fin. Le 14 octobre prochain, une nouvelle Chambre des Députés sortira des urnes. Ces cinq dernières années, le CSV les a passées sur le banc de l'opposition. Nous avons parcouru un long chemin depuis les dernières élections législatives, et ce aussi bien en tant que parti qu'en tant que groupe parlementaire. Ce ne fut pas toujours facile, mais nous avons saisi l'opportunité de nous réorganiser. Le fait d'être dans l'opposition nous a permis de redéfinir notre travail parlementaire. L'opposition offre en effet la possibilité de concevoir la politique et le rôle des groupes parlementaires sous une perspective différente.

Un groupe parlementaire faisant partie de la majorité au pouvoir a un autre rôle à tenir que celui qui se trouve dans l'opposition. Si le groupe parlementaire de la majorité a essentiellement pour tâche de soutenir l'action du gouvernement, le groupe parlementaire de l'opposition a une grande responsabilité dans le cadre du contrôle de l'exécutif, rôle qui incombe à la Chambre des Députés. Une telle responsabilité est d'autant plus remarquable, dès lors qu'elle est assumée par le plus grand groupe parlementaire présent avec 23 députés. Contrairement aux groupes de la majorité, le groupe parlementaire CSV a analysé le travail du gouvernement avec un certain recul, une certaine distance critique. Il ne s'agit nullement de contester d'office et de manière véhémement chaque mesure, chaque décision, chaque projet du gouvernement. Nous n'avons pas adopté d'attitude négative par principe à l'égard de toutes les propositions de la majorité. Au contraire, nous avons approuvé et voté de nombreux projets de lois. Par ailleurs, de nombreux textes, qui furent votés au début de la législature, ont été déposés par le gouvernement précédent. Nous avons également apporté nos voix à des textes qui portent la signature de la coalition actuelle, dès lors que nous avons jugé ceux-ci utiles et opportuns.

Nous avons émis des critiques lorsque le gouvernement et les partis de la majorité ont fait fausse route. Nous avons proposé de nombreuses alternatives à des textes qui furent soumis à la Chambre des Députés. Nous avons fait entendre notre voix divergente lors des réunions des commissions parlementaires en charge de l'examen des projets de loi de la majorité, ainsi que lors des débats à la Chambre des Députés voire lors de nos points presse. Nous avons eu de nombreuses et régulières entrevues avec les syndicats et le patronat, ainsi qu'avec la société civile. Nous ne nous sommes pas limités à des entrevues formelles. Nous avons pris le pouls de la population en discutant avec les citoyens et citoyennes pour mieux savoir où le bât blesse.

Le présent bilan constitue une synthèse de notre travail parlementaire, un sommaire de nos principales propositions, un condensé de nos critiques majeures. Il ne s'agit pas du programme électoral. Le présent document intègre également un bilan des députés CSV au parlement européen ainsi que de brefs portraits des députés tant nationaux qu'europeens.

En tant que président du groupe parlementaire, je pense que nous sommes parvenus à élaborer et défendre une politique d'opposition sérieuse et solide. Je profite de la présente occasion pour remercier mes collègues députés pour leur engagement sans faille et leur travail précieux. Mes remerciements vont également aux collaborateurs du groupe parlementaire qui nous ont accompagnés durant toute cette période.

Nous avons un plan pour notre pays. Nous avons des idées et des propositions concrètes pour mieux nous positionner à l'avenir. Nous avons profité du temps passé sur les bancs de l'opposition pour nous préparer pour la prochaine législature. Nos idées et propositions seront détaillées dans notre programme électoral qui est en phase de finalisation. Il me tarde d'entrer dans le vif de la campagne électorale et je me réjouis d'ores et déjà de pouvoir discuter avec vous de nos idées et propositions.



CLAUDE WISELER

Président du groupe parlementaire CSV

BREF RÉSUMÉ EN CHIFFRES

Pendant la législature 2013-2018¹ le groupe parlementaire :

- a déposé **9 propositions** de loi à la Chambre des Députés ;
- a élaboré **125 amendements** par rapport à des textes gouvernementaux ;
- a présenté **6 résolutions** et **90 motions**.

Le groupe parlementaire a encore demandé la tenue de :

- **3 débats** ;
- **13 interpellations** ;
- **12 heures** d'actualité.

Les députés du groupe parlementaire CSV ont encore posé :

- **1.959 questions écrites** ;
- **109 questions orales** lors de « l'Heure de questions » ;
- **9 questions avec débat** (« questions élargies ») au gouvernement.

Le groupe parlementaire a tenu **59 conférences** de presse/points presse.

¹ Au 15 mai 2018

**LES
DÉPUTÉS
CSV**

DIANE ADEHM

Les chiffres et les bilans sont sa profession. Et son intérêt aussi. Mais surtout, Diane Adehm, née en 1970, regarde derrière les chiffres. Car c'est là où se trouvent les gens. L'économiste l'a déjà fait en tant qu'auditrice. Tant dans le secteur privé qu'à la Cour des comptes nationale. En tant que femme politique, cette compétence est encore plus importante. « Les chiffres sont très importants. Mais la réalité derrière les chiffres est encore plus importante pour moi. Et je pense que c'est le cas pour la plupart des gens », dit-elle.

« La politique construit l'avenir des gens »

Depuis 2011, Diane Adehm est députée CSV de la Circonscription Centre à « Krautmaart ». Ici aussi, les chiffres la préoccupent. Des chiffres qu'elle contrôle aussi régulièrement, comment pourrait-il en être autrement, en tant que présidente de la Commission du contrôle budgétaire. D'abord et avant tout les chiffres du budget. « Mais même ici, on ne peut pas regarder que les seuls chiffres. Il faut toujours voir le grand tout. Après tout, la politique, c'est d'abord et avant tout construire l'avenir des citoyens », explique l'optimiste réaliste, pour laquelle le fait d'être députée constitue encore un grand honneur, surtout dans l'opposition. « Bien sûr, en tant que CSV, nous voulons retourner à la majorité gouvernementale. En tant que majorité, vous pouvez tout simplement mieux construire l'avenir. Mais l'importance de l'opposition ne doit pas être sous-estimée », souligne-t-elle.

Croissance de la qualité de vie

Un autre enjeu national pour Diane Adehm est la croissance durable. Surtout dans l'intérêt des nombreuses petites et moyennes entreprises au Luxembourg. « Il est clair pour moi que nous aurons aussi besoin de croissance à l'avenir. Mais pas seulement de la croissance quantitative, mais aussi qualitative, inclusive et sélective. Donc une croissance qui apporte aussi aux gens plus de qualité de vie », souligne la présidente de la Circonscription Centre du CSV, pour laquelle son parti constitue clairement une force politique du centre. Le « Kulturkampf », en tout cas, ce n'est pas son affaire. Elle l'a déjà précisé dans le débat sur les fabriques d'Eglise: « La question des fabriques d'Eglise aurait pu être résolue tout à fait différemment, c'est-à-dire dans le dialogue et le consensus. Mais ni l'un ni l'autre ne furent voulus. » Dans sa commune de Hesperange, elle est également la première Echevine. Ici, elle s'intéresse particulièrement aux nombreuses

manifestations culturelles: « La commune de Hesperange compte plus de 15.000 habitants. Mais elle a su garder l'air d'un village. Ce facteur bien-être est très important pour moi. »

En privé, le jogging plutôt que les bilans

Après le travail, la mère d'un fils trouve détente et équilibre en famille à la maison. Ou en pratiquant du jogging en plein air. « Car en privé, les chiffres ne sont plus ma première préoccupation. Les bilans et les budgets, ce n'est pas le plus passionnant dans la vie », dit-elle avec un clin d'œil. Après tout, l'auditrice en général plutôt discrète et consciencieuse, est aussi une personne avec de l'humour qui ne se laisse pas facilement abattre. « Ce qui ne me tue pas me rend plus fort », aime-t-elle à dire.



SYLVIE ANDRICH-DUVAL

Certes, elle est psychologue de formation. Mais en pratique, Sylvie Andrich-Duval, née en 1958, ne correspond pas du tout au cliché de la psychologue détachée de la réalité. Elle est plutôt une femme de terrain. « La théorie est importante. Mais c'est le concret qui fait avancer les gens », dit-elle. Faire avancer les gens, en particulier les enfants, les jeunes et les femmes dans le besoin, fut aussi sa devise lors de son travail à l'Asbl « Fir ons Kanner » et en tant que directrice de la fondation « Pro Familia ». Par la suite, elle a pu apporter son expérience psychosociale en tant que conseillère de gouvernement au ministère de la Famille.

Les préoccupations des gens comme priorité

Sylvie Andrich-Duval est députée du CSV Sud depuis 2005. Ici aussi, elle défend les plus faibles de la société. Les personnes sans lobby. Avec priorité pour les enfants, les handicapés et les personnes âgées. Elle a pourtant pu sauver une qualité de psychologue dans son travail de politicienne : elle sait écouter. Et elle aime écouter. Fidèle à la phrase de Raoul Follereau « Aider, c'est d'abord comprendre : donc écouter ». Pas étonnant que ses priorités à « Krautmaart » sont également la famille, la santé, le sport, l'égalité des chances et aussi toujours la politique sociale : « Notre société connaît un problème de justice sociale. L'écart entre les riches et les pauvres est trop grand. C'est pourquoi la justice sociale et le droit à un logement décent sont si importants pour moi. » Cependant, pour la députée, il n'y a pas d'égalité des chances sans éducation. « Mais l'éducation ne doit pas seulement servir l'économie. L'être humain est bien plus que de l'économie et des chiffres. Surtout dans une société du numérique, les compétences nécessaires à la vraie vie deviennent de plus en plus importantes. En fin de compte, c'est l'interpersonnel qui compte », dit-elle.

Le goût du Sud

Née à Dudelange, elle est, depuis 2017, à nouveau membre du conseil communal de sa ville natale, dont elle était déjà membre de 1998 à 2014 : « Dudelange me tient à cœur. C'est ici que j'ai grandi. Et ici, j'aimerais aussi contribuer à construire l'avenir. Je ne peux pas vraiment imaginer vivre dans une autre ville », dit la « Diddelengerin » avec cœur et âme. Cela est vrai aussi pour toute la circonscription Sud.

« Parce qu'il faut aussi penser régionalement. » Suivant la devise : une fois un « Minettsdapp », toujours un « Minettsdapp » ! « Pour moi, le Sud n'est pas seulement un lieu, mais un sentiment de vie », dit-elle.

La politique avec sérénité

Sylvie Andrich-Duval trouve de nouvelles forces en se promenant dans la nature. « C'est ici que ma tête se libère, aussi pour des idées nouvelles », dit-elle. Ces idées nouvelles bénéficieront alors aussi à leur engagement politique et social. Dans ce contexte, elle aime penser à son temps chez « Gaard an Heem » ou chez les éleveurs de petits animaux : « La nature me donne beaucoup. Nous pouvons apprendre beaucoup d'elle. Notamment une joie de vivre et une sérénité naturelle », affirme-t-elle... tout en souriant.



NANCY ARENDT

«Nänz» - c'est ainsi que l'appellent ses amis - sait serrer les dents. Nancy Arendt, née en 1969, l'a appris en s'entraînant comme athlète de haut niveau. D'abord en tant que nageuse d'exception. Elle a participé aux Jeux olympiques de 1988 à Séoul. Puis elle s'est transformée en triathlète hors norme. C'est dans cette discipline qu'elle a pris le départ des Jeux Olympiques de Sydney en 2000. Et de prendre une excellente dixième place. «Mes années d'athlète et d'étudiante ont été un grand moment avec des expériences uniques qui m'ont façonné pour toute ma vie. Non seulement sur un plan sportif, mais aussi humainement», raconte l'ancienne athlète.

Engagement de 300 pour cent

C'est surtout l'esprit d'équipe qu'elle a emporté de l'Olympe à «Krautmaat». Et aussi sa combativité que Nancy Arendt pratique encore aujourd'hui en politique. Depuis 1996 - avec une petite interruption de 1999 à 2003 - elle siège au Parlement en tant que députée CSV de la circonscription Sud. Quand elle s'engage pour une cause, elle s'investit toujours à 300 pour cent. Par exemple pour les droits des enfants ou des femmes. «Ici, nous avons clairement besoin d'un changement de mentalité», demande-t-elle. Elle s'engage avant tout pour une plus grande importance du sport dans la société. Et aussi pour la promotion de l'activité physique au quotidien du plus jeune âge jusqu'à un âge plus avancé. La santé des gens lui tient particulièrement à cœur. Ainsi s'explique son engagement pour une interdiction de fumer plus stricte sur les aires de jeux. «Je ne veux pas chicaner les gens. Je vais seulement protéger les enfants et les jeunes.»

«Même la grande politique commence à petite échelle»

Un autre domaine d'activité de Nancy Arendt est la politique de coopération et de défense: «En réalité, ce sont les deux faces d'une seule médaille. Le Luxembourg fait surtout un travail exemplaire dans son aide à la coopération, dont nous pouvons tous être fiers.» Mais elle est aussi toujours attentive aux préoccupations des soldats et des policiers. «Il n'y a pas de liberté sans sécurité», dit-elle. Depuis 2017, elle est également échevine au conseil municipal de Mondercange: «Pour moi, la politique communale est un nouveau défi que j'ai accepté volontiers.» En tant qu'ancienne étudiante en

sciences de la communication, elle s'intéresse particulièrement au lien interpersonnel et à l'engagement pour les gens.

«Moien! Măr maachen dat»

En privé, elle aime toujours le sport. Elle essaie de courir régulièrement dans la nature. Mais elle aime aussi se promener tranquillement avec son chien à travers la belle campagne luxembourgeoise. Elle passe généralement ses vacances en Floride, sa deuxième patrie. Après tout, elle a étudié à l'Université de Miami. Et même aujourd'hui, la mère de deux fils aime se ressourcer ici: «J'aime l'énergie et l'attitude positive d'ici. J'essaie aussi d'intégrer cette atmosphère dans la politique luxembourgeoise.» Pas étonnant que Nänz accueille les visiteurs sur son site web avec la simple phrase: «Moien! Măr maachen dat.»



EMILE EICHER

« Les actions parlent plus fort que les mots, » la citation de Dale Carnegie pourrait aussi venir d'Emile Eicher, né en 1955. Pour le député-maire de Clervaux, c'est une sorte de devise pour la vie. Emile Eicher est un faiseur politique, un manager du monde rural. « Je crois en l'avenir du monde rural. Et par conséquent aussi à des conditions de vie équivalentes par rapport au monde urbain », explique-t-il. Et il ne se laisse pas décourager. Même s'il sait que la route de Luxembourg-Ville à Clervaux est parfois plus longue que le voyage de la ville abbatiale du Nord à Luxembourg-ville.

Mise en commun des atouts et promotion de la solidarité

Comme Carnegie, le père de trois enfants est consultant de formation. Sa stratégie consiste à unir les forces et sa solidarité. Mais qui connaît Emile Eicher sait qu'il ne s'arrête pas au consulting. Il veut faire et changer les choses. Et aussi les améliorer. C'est pourquoi il est actif dans la politique communale depuis 1994. D'abord en tant que bourgmestre de la commune de Munshausen. Et depuis 2011 également en tant que bourgmestre de la nouvelle commune fusionnée de Clervaux. S'y ajoutent de nombreux mandats dans divers syndicats intercommunaux. Avant tout, depuis 2012, la présidence du syndicat communal national Syvicol. Dans ce sens, Emile Eicher est aussi, dans une certaine mesure, le premier bourgmestre du pays. Ici le bâtisseur de compromis agit au-dessus des partis. « Ma priorité, ce sont des résultats positifs pour les gens. Et pour ce faire, je peux parfois sauter par-dessus mon ombre », avoue-t-il franchement.

Apportez de l'emploi au Nord

Il se sent profondément lié à sa terre natale de l'Osling. Il aime la grandiose nature, mais aussi la tranquillité des Ardennes luxembourgeoises. C'est pourquoi il est également Président du Parc naturel de l'Our. Cela ne signifie pourtant pas qu'il voit le Nord comme une région-dortoir. Bien au contraire ! Le développement économique et social de sa région lui tient particulièrement à cœur et en tant que Président du Parc naturel de l'Our et en tant que chef du Sicler, le syndicat intercommunal du Canton de Clervaux. Mais la politique nationale est également importante pour l'homme de Marnach. C'est pourquoi il s'engage aussi,

depuis juillet 2009, comme député CSV de la circonscription Nord. Aussi à « Krautmaart », il s'occupe principalement du développement rural. « Ma priorité, c'est de garder et de créer de l'emploi et d'amener des entreprises au Nord. Le logement constitue un autre grand défi. », explique-t-il. S'y ajoute la dimension européenne : « L'avenir de l'Europe se trouve pour moi aussi, voire surtout, dans les communes et les régions ».

Surtout avec des actes

Même s'il est toujours attaché à son Ösling, son histoire personnelle l'a plutôt attiré à l'autre bout du monde. Emile Eicher est marié à une Australienne. Mais de toute façon, il est un grand adepte d'un Luxembourg multiculturel. Pourtant, à la maison, c'est le luxembourgeois qui est parlé principalement. Mais sa relation avec l'Australie enrichit aussi la politique luxembourgeoise : « De Down Under, nous pouvons apprendre que moins est parfois plus. Et que le chemin direct est généralement le meilleur. » Parce qu'ici, nous avons encore beaucoup de retard à rattraper, Emile Eicher veut aussi s'engager dans le futur. A sa façon, toujours orienté vers la solution. Et surtout avec des actes.



FELIX EISCHEN

Beaucoup le connaissent encore comme ancien et aimable présentateur de télévision. Les présentations compétentes et pleines d'humour de Felix Eischen, né en 1966, ne sont pas oubliées. Après tout, l'homme imposant à la voix très caractéristique a travaillé de 1987 à 2007 chez RTL Radio et RTL Tele Lëtzebuerg, et ce avec beaucoup de succès. Dans presque tous les salons du Luxembourg, il était toujours un invité bienvenu. Peut-être aussi parce que sa gentillesse et son empathie n'étaient pas seulement jouées mais authentiques. Et le sont toujours. « Je me souviens avec beaucoup de joie et de gratitude de mes années à la radio et à la télévision. Mais la vie continue. Aujourd'hui, je suis particulièrement intéressé par le futur. C'est pourquoi j'ai choisi le chemin politique », raconte-t-il.

Elan de renouveau perceptible

À l'époque, le présentateur populaire était plus que le gentil homme de la télé. Déjà à un jeune âge, Felix Eischen était actif dans le CSJ. L'ancien agriculteur travaille aujourd'hui comme agent d'assurance. Jusqu'à ce jour, il entretient une relation privilégiée avec le premier secteur de l'économie. Et aussi avec les animaux, qui sont pour lui plus que du bétail. Il pratique aussi la distillation, une autre passion. Mais sa première préoccupation, ce sont toujours les gens. C'est pourquoi, depuis huit ans, il s'engage en politique. En 2009, il entre à « Krautmaart » sur la liste CSV de la Circonscription Sud. Pour le président du CSV Sud, c'est un honneur et une grande expérience. En cas de problème, l'optimiste né voit plutôt les opportunités que les risques: « Mon verre est toujours à moitié plein, jamais à moitié vide! Cet élan de renouveau se fait sentir partout dans le parti. »

Donner une voix aux PME

À la Chambre, Felix Eischen s'occupe principalement des petites et moyennes entreprises: « Il m'est important de donner aussi une voix aux PME. Elles sont l'épine dorsale de notre économie. Ici, les emplois et la richesse réelle sont créés. » Et de poursuivre: « Surtout dans l'économie, il est important de toujours regarder avec optimisme dans l'avenir », dit-il. Cet optimisme, il veut aussi le transmettre aux jeunes: « Une de mes priorités consiste à inciter à nouveau des jeunes Luxembourgeois à créer des entreprises. Une

telle entreprise vaut toujours la peine, non seulement sur le plan économique. » Depuis novembre 2017, l'agent d'assurances à temps plein - même le plus grand optimiste se doit d'être assuré correctement - est également bourgmestre de la commune de Kehlen: « Devenir bourgmestre ne faisait certainement pas directement parti de mon projet de vie. Néanmoins, c'est avec grand plaisir et, pour être honnête, aussi avec fierté que j'ai accepté le mandat électoral. » Dans la politique communale, le tout jeune bourgmestre apprécie le concret et l'immédiat, tant dans les résultats que dans le contact avec les citoyens.

Type copain avec philosophie de vie positive

Felix Eischen est marié et père de deux filles. Son épouse d'origine portugaise l'a également rapproché du Portugal, qui est devenu presque une deuxième patrie pour lui. Pour cette raison aussi, il rejette les sociétés parallèles. D'ailleurs, son optimisme n'est nullement à confondre avec de la naïveté. C'est plutôt une philosophie de vie positive toujours palpable en sa présence: « L'avenir appartient à ceux qui l'embrassent! » Même en tant que politicien, il est resté le type copain avec lequel on peut aller jusqu'au bout du monde.



LÉON GLODEN

Léon Gloden, né en 1972, a toujours un objectif clair devant soi. Dans son travail - depuis 2009 - en tant que député CSV de la circonscription Est. Dans son engagement - depuis 2011 - en tant que maire de la commune de Grevenmacher. Ou même s'il court simplement le long de la Moselle, qui lui tient particulièrement à cœur. Ou s'il la longe sur le « M.S. Princesse Marie-Astrid ». Pour l'avocat d'un renommé cabinet d'avocats de Luxembourg-ville, la politique doit surtout produire des résultats, des résultats pour le citoyen. « En tant que bourgmestre, l'on doit surtout se consacrer aux supposées petites choses. Mais ce sont souvent ces petites choses qui sont le plus important pour les gens. En tout cas, je prends les préoccupations des citoyens très au sérieux », explique-t-il.

Homme de la liberté et de la sécurité

C'est pourquoi la sécurité est si importante pour Léon Gloden. « Bien sûr, je suis avant tout un homme de la liberté. Mais sans sécurité, il n'y a pas de liberté. Par conséquent, la sécurité des citoyens est la première mission de l'Etat », souligne le président du CSV Est. Le juriste se consacre également à l'avenir de l'Etat dans le cadre de la réforme constitutionnelle. Ici, il poursuit l'objectif d'un renouvellement responsable: « Nous voulons adapter, dans le dialogue avec les citoyens, les institutions à la réalité, durablement, et sans être pressé par le temps. » Un système judiciaire efficace, un dialogue social équilibré, la promotion de la langue luxembourgeoise et le renforcement des droits de l'enfant sont importants pour lui. Il s'intéresse également à l'amélioration de la réalité dans son troisième dossier: la politique d'implantation pour entrepreneurs, notamment dans le monde rural. « Un peu plus d'esprit d'entreprise ne ferait certainement pas de mal à notre pays », souligne-t-il.

Contact direct avec les citoyens sur place

Au-delà des grands dossiers économiques et judiciaires nationaux, Léon Gloden s'intéresse aux préoccupations et aux attentes des habitants de sa métropole mosellane « Maacher » ainsi que des habitants de l'Est du pays. Il est particulièrement engagé dans le développement économique du monde rural. Mais pas à n'importe quel prix, comme le montre sa résistance à l'extension des dépôts pétroliers sur la Moselle. Ici, à Grevenmacher, il se sent bien. En contact

direct avec les citoyens sur place: « J'apprécie particulièrement les usages directs et sans réserve à la Moselle. « Vun der Long op d'Zong », mais toujours avec respect. Et si possible lors d'un « gudde Patt ». En tant qu'ancien président de la « Lëtzebuurger Wäikinnegin », il a appris l'importance de la viticulture pour la région de la Moselle.

Résoudre les problèmes avec une attitude positive

Le père de deux enfants est également un expert en droit communautaire et un européen convaincu. « L'Europe ne connaît pas de problème juridique mais émotionnel. Nous devons donc commencer par un nouveau narratif européen positif. Sinon, nous ne pourrions pas convaincre la jeune génération. Aussi l'attitude personnelle de Léon Gloden est positive. Il est réaliste tout en restant optimiste et joyeux. Ici aussi, il essaie d'injecter un peu du « Miseler Way of Life » dans la politique nationale: « Surtout si on veut résoudre des problèmes, on doit les aborder directement. C'est le seul moyen d'atteindre son objectif. »



JEAN-MARIE HALSDORF

Si l'on demande à Jean-Marie Halsdorf, né en 1957, s'il va bien, sa première réponse surprenante est le plus souvent : « Je vais normalement bien ». Mais au deuxième regard, la description correspond de mieux en mieux. Pas seulement en ce qui concerne son bien-être quotidien, mais surtout sa personne. Car même en tant que haut responsable politique, l'ancien ministre de l'Intérieur est toujours resté « normal ». Des allures de star ne sont pas son affaire.

Politicien de terrain jovial

Le jovial politicien de terrain est pharmacien de formation. « J'ai toujours été intéressé par l'art de guérir. Et aussi par le contact direct avec les gens », dit-il. En politique aussi, c'est ce contact direct avec le citoyen qui est absolument crucial pour Jean-Marie Halsdorf : « Pour moi, la politique ne se fait pas dans une tour d'ivoire, mais avec et près des citoyens. Et pas seulement pendant une année électorale. » C'est peut-être pourquoi il se sent tellement à l'aise avec d'autres gens « normaux ». En 1994, il rejoint la Chambre en tant que député CSV de la circonscription Sud. A ce moment-là, il est déjà conseiller communal depuis 1988. En 1999, il devient bourgmestre de la commune de Petingen. 2004 suit l'adoubement en tant que ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire. Il change de camp : « Mais en réalité, ce n'était qu'un changement de perspective de responsabilité. » En 2009, les départements de la Défense et de la Grande Région s'ajoutent encore à ses attributions ministérielles.

Des solutions pratiques et réalisables

En tant que député « normal » - depuis 2013, il siège de nouveau au Parlement et depuis 2017 aussi au collège échevinal - Jean-Marie Halsdorf s'occupe principalement de la politique intérieure, de la défense, mais aussi de la politique de santé. « Ce qui m'importe, ce sont toujours des solutions pratiques et réalisables. Parce que je ne suis pas un théoricien », dit-il. Néanmoins, même le pragmatiste a le sens de la stratégie. Tant dans le dossier de l'aménagement du territoire que dans celui de la défense nationale. « Pragmatique ne signifie pas que l'on ne travaille pas de façon ciblée. Au contraire. Ce n'est qu'avec une bonne stratégie que l'on obtient de bons résultats. » Un autre leitmotiv du politicien de terrain, c'est la politique sociale. « Je suis un

fervent défenseur de l'économie sociale de marché et de l'Etat-providence. La justice sociale est, pour moi, l'ultime projet pour l'avenir », dit-il.

Famille, amis et football

Même en dehors de la sphère politique, Jean-Marie Halsdorf aime le social. Par exemple, lors d'un bon repas au restaurant avec des amis. Ou à la maison en famille : « Personne ne cuisine mieux que ma femme », dit le père de trois enfants. L'amitié et la famille sont importantes pour lui. Son hobby, c'est surtout le football. Jadis, il jouait lui-même au football. Aujourd'hui, avec son cœur, le fan de Gladbach aime l'atmosphère populaire dans le bassin de la Ruhr. Mais avec sa tête, le fan du Bayern apprécie également la « Gemütlichkeit » bavaroise. Dans tous les cas, le football lui permet de décrocher du quotidien. Et de retourner le lundi matin au travail en tant que député. « Tout comme le font les autres personnes normales. »



MARTINE HANSEN

Elle est le visage du nouveau Nord: Martine Hansen, née en 1965. Une femme active qui défend une agriculture moderne et diversifiée. Elle ne correspond ni aux stéréotypes ruraux ni académiques. «Le terre-à-terre est particulièrement important pour moi», souligne-t-elle. Pas étonnant qu'elle vienne d'une famille d'agriculteurs. Elle a par la suite élargie académiquement ses connaissances pratiques lors de ses études d'agronome et de pédagogue. De 2006 à 2013, elle a pu mettre en œuvre avec succès ses deux compétences en tant que directrice du Lycée technique agricole d'Ettelbruck. Jusqu'à ce qu'elle fut nommée en avril 2013 ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche par le Premier ministre Jean-Claude Juncker. En plus de l'agriculture, l'éducation est sa deuxième passion. «Le poste de ministre était à la fois une surprise et un défi unique pour lequel je suis très reconnaissante. Mais aujourd'hui, je regarde plus vers l'avenir qu'en arrière», dit-elle.

Le long terme plus important que les phénomènes de mode

En tant que députée, Martine Hansen fait preuve du même engagement. L'agriculture et l'éducation sont restées ses dossiers. Et ces dossiers, elle les connaît jusque dans les moindres détails. Elle y est aussi assidue que dans sa passion pour le fitness, la course ou le cyclisme. «C'est comme des vacances à la maison», dit-elle. Mais surtout, elle n'aime pas les oppositions construites: «Il est important pour moi que nous n'opposions pas agriculture conventionnelle et agriculture biologique. Nous avons besoin des deux», souligne-t-elle. Aussi en pédagogie, elle reste terre-à-terre et axée sur ses objectifs. Tout en gardant son humour et son auto-ironie. Dans les deux cas, les tendances à long terme sont pour elle plus importantes que les phénomènes de mode à court terme.

«Des conditions de vie équivalentes» partout au Luxembourg

Dans son parti, la politicienne de Heiderscheid-Grund est principalement la présidente du CSV Nord. Ici, elle se bat pour «des conditions de vie équivalentes» partout au Luxembourg. «Ceci est particulièrement important pour moi. Car si l'on ne donne pas de voix aux régions rurales, elles

sont parfois oubliées.» En même temps, elle est vice-présidente du CSV national, où elle s'intéresse particulièrement au programme de promotion des jeunes. Ici aussi, elle dépasse les clichés habituels du CSV: «Le CSV est un parti jeune. Et cela n'a rien à voir avec l'âge. C'est une question de mentalité!»

Langage direct sans habitus de politicienne professionnelle

Son langage direct et sa simplicité naturelle sans habitus de politicienne professionnelle sont bien accueillis par les gens. Mais la mère d'une fille ne s'intéresse pas seulement à la forme, mais surtout à des faits bruts et fiables. «Je crois que même aujourd'hui, l'on peut toujours convaincre avec de bons arguments factuels. Et je crois aux faits», explique la femme de terrain de l'Ösling. Et dans tout cela, elle est toujours pragmatique et jamais dogmatique: «Ce n'est pas l'idéologie qui est décisive. Ce sont les résultats! C'est ce qui compte pour les gens.»



FRANÇOISE HETTO-GAASCH

La famille est son monde. Françoise Hetto-Gaasch, née en 1960, est une personne qui aime de tout cœur la vie de famille. Pas étonnant que la politique familiale est également sa priorité politique en tant que députée CSV de la circonscription Est. « Dans nos temps de plus en plus agités, il n'est pas toujours facile de concilier vie de famille et vie professionnelle. C'est pourquoi nous voulons, en tant que parti, être aux côtés des familles », explique-t-elle. Pour cette raison, elle ne s'engage pas seulement pour le libre choix abstrait du modèle de vie, mais pour le libre choix concret et réel.

Famille de valeurs pour le Luxembourg

Le CSV aussi est comme une grande famille pour la vice-présidente du parti. « Chacun de nous est différent. Tout le monde a ses priorités et ses intérêts. Mais nous sommes une famille de valeurs qui veut faire avancer le Luxembourg », souligne-t-elle. Concrètement, elle l'a fait avec son collègue de groupe, Serge Wilmes, lors de la révision du programme de base du CSV. Son engagement pour plus d'humanité, elle le poursuit également à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe à Strasbourg.

Retard à combler en matière d'égalité des chances et des PME

En 2004, elle entre dans la grande politique en tant que nouvelle venue. Elle est immédiatement élue à la Chambre. En 2007, elle devient bourgmestre de la Commune de Junglinster, après avoir été conseillère communale depuis 1999 et échevine depuis 2007. 2009 suit le grand saut de carrière. Françoise Hetto-Gaasch devient ministre des Classes moyennes, du Tourisme et ministre de l'Égalité des chances: « Certes, en théorie, nous avons réalisé beaucoup en termes d'égalité des chances. Mais sur le terrain, il y a encore un grand retard à rattraper. C'est pourquoi nous devons de plus en plus impliquer les hommes. » Depuis 2013, elle est de retour à « Krautmaart ». Les préoccupations des milliers de petites et moyennes entreprises continuent d'être une affaire de cœur pour elle: « Les PME constituent le fondement de notre prospérité et le cœur de notre économie. On l'oublie de temps en temps », déplore-t-elle. Depuis 2017, elle est de nouveau échevine: « La politique communale me passionne autant parce que je tiens à être proche des gens et de leur quotidien. »

Le bien-être des enfants comme priorité

Professionnellement, l'engagement social constitua toujours la priorité de l'éducatrice diplômée. De 1981 à 1993, elle travailla dans une fondation caritative de la Croix-Rouge. Jusqu'à ce jour, le bien-être des enfants reste sa première priorité politique: « Les enfants sont les membres les plus faibles de notre société et ils ont besoin d'une protection particulière de celle-ci. » Puis elle a rejoint RTL Radio Lëtzebuerg en tant que présentatrice. De 1993 à 2004, elle était l'une des voix les plus populaires de la radio: « Ce fut un temps magnifique, qui m'a beaucoup apporté personnellement. » Pas étonnant que la mère de deux enfants puise sa force en particulier dans sa famille. Mais Françoise Hetto-Gaasch est aussi une chanteuse passionnée. Elle adore aussi se promener. Au Luxembourg, mais de temps en temps aussi en montagne: « C'est ici que j'ai souvent les meilleures idées. Ainsi, la tête se libère pour un nouveau départ. »



ALI KAES

« Le progrès social a toujours été accompagné de beaucoup de bruit et de remous. », dit-il. C'est pour cela qu'Ali Kaes, né en 1955, est un homme de l'engagement véhément et tenace. Il s'engage pour les intérêts des employés, et la justice sociale et la solidarité. A côté des jeunes il s'engage pour la protection de l'environnement. Même en étant bourgmestre de la commune de Tandel et député CSV du Nord, l'ancien secrétaire social du LCGB est toujours resté syndicaliste. « J'ai toujours travaillé pour améliorer les conditions de travail des gens. Cela restera le cas aussi dans le futur », explique l'ancien tourneur avec conviction.

Politicien régional avec corps et âme

De 1994 à 2006, Ali Kaes était bourgmestre de la commune de Bastendorf. Depuis 2006, le politicien communal avec corps et âme est bourgmestre de la commune fusionnée de Tandel: « Je suis très fier de cette fusion dans l'intérêt des citoyens. » Depuis 2004, il est également député CSV du Nord. De nouveau, son engagement est total: « Je ne peux pas faire autrement. Quand je fais quelque chose, je le fais à fond. » Auparavant, pendant plus de 30 ans, il s'est engagé pour la protection sociale et les droits des travailleurs, de même que ceux des chômeurs. C'est pourquoi, depuis 1998, Ali Kaes est également président de l'initiative sociale « Forum pour l'emploi », initiative qu'il a cofondée. « Le forum vise à donner une chance aux chômeurs difficiles à placer sur le marché du travail. Pour moi, c'est toujours une satisfaction personnelle, quand une personne trouve un nouvel emploi. Car je crois toujours au plein emploi », souligne-t-il.

De meilleures conditions de vie pour les gens au Nord

Une satisfaction personnelle constitue aussi son engagement pour de meilleures conditions de vie pour les habitants du nord du Luxembourg. Ici aussi, la tête de caractère de l'Ösling ne lâche pas prise. Depuis des années, il se bat énergiquement à « Krautmaart » pour le développement des infrastructures. Surtout pour l'extension à quatre voies de la N7. « Je suis content que ce constat est aujourd'hui partagé par beaucoup à Luxembourg-ville. Du moins dans mon groupe », dit-il avec un sourire satisfait sur son visage. Une autre priorité du politicien social est le prix unique de l'eau

comme denrée alimentaire de base. Pour le président du syndicat des eaux usées Siden, c'est aussi une question de solidarité nationale. « Le prix unique de l'eau n'est pas une fin en soi. Je vise la solidarité intercommunale dans l'approvisionnement en eau. Tout le monde ne peut pas vivre à Luxembourg-ville », lance-t-il.

Gardien avec esprit d'équipe et droit au but

En plus de son travail en tant que député maire, Ali Kaes soutient également l'entreprise agricole de son fils. Alors il vend des œufs, du poulet ou de la confiture de fraises de manière non partisane. « Je ne suis pas vraiment un vendeur, mais j'aime aider quand je le peux », admet-il. Après tout, il vient d'une famille d'agriculteurs. Une autre passion d'Ali Kaes est le football. Pendant de nombreuses années, il se trouvait entre les poteaux comme gardien de but. « Comme la politique, le football aussi est une affaire d'équipe », dit-il. Et quand la situation devient difficile, un gardien tenace doit aussi pouvoir jouer en attaque. « Sinon, ça ne marchera pas. »



MARC LIES

Il est le Monsieur Logement du groupe CSV. Pour Marc Lies, né en 1968, le logement est depuis fort longtemps non seulement sa priorité politique, mais aussi sa préoccupation personnelle. «Le logement est l'une des premières priorités des Luxembourgeois. Pour cette raison, j'ai fait de la politique du logement ma priorité personnelle», explique le politicien. Son style dynamique et direct surprend et convainc en même temps. La langue de bois n'est pas son affaire: «Je préfère laisser cela aux autres. Je suis un homme de résultats constructifs», souligne-t-il.

Type manager moderne

Marc Lies est un manager de type moderne qui analyse d'abord les éléments factuels d'un problème. En grand pragmatique, il recherche ensuite des solutions réalisables. Et souvent, il lui arrive de les trouver. Dans tous les cas, la polémique n'est pas son affaire. Il joue – aussi en matière de logement – le ballon et non l'homme. «Mon but, ce n'est pas de rendre les autres mauvais. Mon but, c'est d'obtenir de bons résultats pour les citoyens. Concrètement, cela signifie plus de logements abordables», explique-t-il. Pour atteindre ce but, il ne faut, pour le député-maire de Hesperange, pas seulement agir au niveau national, mais aussi de plus en plus au niveau communal: «Sinon, nous ne résoudrons pas le problème.»

«La politique est un service au citoyen»

Depuis 2009, l'homme plutôt prudent d'Itzig est à la fois bourgmestre de la Commune de Hesperange et député CSV de la circonscription Centre. Auparavant, il était conseiller communal depuis 2000 et échevin depuis 2005. «Pour moi, la politique est d'abord un service professionnel et de qualité aux citoyens dans le but d'améliorer durablement la qualité de vie des gens», explique-t-il. C'est la raison pour laquelle l'amélioration de la circulation routière est une autre priorité du politicien: «L'embouteillage en direction de Luxembourgville empire chaque jour. Nous devons contrer cette évolution avec un "modal split" amélioré.» Pour l'ancien banquier, un autre élément important de la qualité de vie est la protection de l'environnement et donc aussi la croissance durable pour les gens.

Passionné de sport et fan de football

En privé, Marc Lies est fan de football et passionné de sport. Ici aussi, ce sont à la fois la concurrence équitable et la passion qui l'inspirent. De façon générale, le politicien est une personne conviviale avec un grand sens de l'humour, qui apprécie surtout la proximité avec les gens de la rue. Pour ce faire, il aime se déguiser de temps en temps en brave chevalier lors des nombreuses fêtes dans la Commune de Hesperange. En même temps, comme la plupart des Luxembourgeois, il aime voyager plus loin de temps en temps. C'est alors qu'il prend aussi congé de la politique: «La politique est une chose très importante. Mais l'on ne doit pas concevoir toute sa vie en des termes politiques. Je pense que cela aussi, c'est dans l'intérêt des citoyens.»



MARTINE MERGEN

Elle aime aller en prison. Parce qu'elle est de tout cœur médecin. Pour Martine Mergen, née en 1956, le serment d'Hippocrate n'est pas seulement un texte poussiéreux: il reste une obligation éthique même aujourd'hui. C'est la raison pour laquelle elle n'est pas seulement un médecin « mainstream », mais elle travaille depuis 2007 pour le Centre hospitalier de Luxembourg dans une zone interdite de notre société: la prison de Schrassig. « En prison aussi, les gens ont droit à des soins médicaux. Mon travail de médecin à Schrassig aide les détenus et représente, pour moi, un défi professionnel », dit-elle.

« La politique doit suivre le progrès médical »

Depuis 2004, la présidente honoraire de l'initiative « Rëm Schaffen » est - avec une petite interruption de 2013 à 2014 - députée CSV de la circonscription Centre. A « Krautmaart », la politique de santé est particulièrement importante pour elle: « Et ce non pas seulement en tant que médecin, mais aussi en tant que citoyen. La politique de santé nous concerne tous. La politique doit donc suivre le progrès médical. C'est pour cela que je me bats! » S'y ajoutent les domaines politiques de la protection de l'environnement, des réfugiés et de la justice sociale en général. « C'est pourquoi je suis dans le CSV. Parce que c'est un parti programmatique de valeurs et non pas un parti "Wischiwaschi" », dit-elle. D'une manière générale, les principes politiques sont, à côté des citoyens, très importants pour elle. Aussi dans son travail à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Une capitale pour les gens

De 2000 à 2017, Martine Mergen était également conseillère communale de la ville de Luxembourg. En 2004, elle était échevine de la ville de Luxembourg. La ville de Luxembourg lui tient donc particulièrement à cœur. « Je suis une enfant de cette ville. C'est naturel que je m'intéresse à son avenir », dit-elle. Cela signifie pour elle avant tout que la ville reste vivable et attentive aux préoccupations des citoyens: « Ce ne sont pas les gens qui doivent s'adapter à la ville, mais la ville qui doit s'adapter aux gens », demande-t-elle. Il en va de même pour sa conception générale de la politique: « une politique qui ne met pas les gens sous tutelle, mais qui les emmène et les implique ».

Jardinage avec ordinateur portable

L'équilibre et la détente, la mère de deux enfants les retrouvent, la plupart du temps le week-end, dans le magnifique Parc naturel de la Haute-Sûre. Plus précisément à Liefrange dans la Commune du Lac de la Haute-Sûre: « Dans l'Ösling, je trouve la paix dont j'ai besoin pour recommencer le lundi matin. » D'une manière générale, elle aime la nature et les jardins. C'est aussi pourquoi elle s'engage à la présidence de la Ligue « Gaart an Heem ». « Car qu'est-ce qui pourrait être plus beau qu'un jardin où l'on peut laisser vagabonder son esprit », s'emballe-t-elle. Ou comme l'a dit jadis Cicéron: « Si vous possédez une bibliothèque et un jardin, vous avez tout ce qu'il vous faut. » Même si chez Martine Mergen, cela peut aussi être un ordinateur portable ou une tablette. Mais cela, le poète romain ne pouvait pas savoir.



PAUL HENRI MEYERS

À 80 ans, il est toujours l'un des plus jeunes députés. Car l'esprit de Paul Henri Meyers est resté jeune. Parfois même progressif. Et toujours courageux et motivé. « L'âge est une question de sentiment », dit-il. Beaucoup ne savent plus que Paul, c'est ainsi que l'appellent ses amis, vient de Binsfeld. Peut-être parce qu'au cours de sa vie, il se donnait plutôt métropolitain envers l'extérieur. Jusqu'au poste d'échevin de la capitale. Un mandat qu'il a rempli avec cœur et expertise. Mais dans son cœur, il est toujours resté un « Eislécker ». S'il se met à être farceur, il se peut même qu'il parle « Éislécker ». Car le chichi de la ville n'est pas son affaire.

La substance au lieu du bling-bling

En général, le juriste de formation n'est pas un homme de la surface ou du « mainstream ». Paul Henri Meyers s'intéresse à la chose en soi. Pas seulement à la forme, mais aussi aux valeurs et à la vision du monde. Depuis 1965, il est au CSV: « L'image chrétienne de l'homme fut cruciale pour mon choix de parti. » Depuis de nombreuses années, il travaille à la réforme de l'ancienne constitution luxembourgeoise de 1848. Il connaît l'ancienne constitution et le nouveau projet constitutionnel comme son jardin de Binsfeld. « Souvent, l'importance de la constitution est sous-estimée. Elle est pourtant essentielle pour notre vivre-ensemble. Et aussi pour notre vie quotidienne », souligne-t-il. Même en tant qu'expert constitutionnel internationalement reconnu, il est resté modeste et terre-à-terre. Rien n'est plus loin de lui que le bling-bling ou l'arrogance. L'ancien Conseiller d'État est un homme de substance et de discrétion, la plupart du temps en tout cas.

La Chambre comme jardin de la liberté

La réforme constitutionnelle est devenue son jardin politique de la liberté. La vieille constitution est pour lui comme un vieil arbre qui ne répond plus aux exigences actuelles. Et qui doit donc être remplacé par un nouvel arbre de la liberté. Pour lui, les racines du pouvoir sont ancrées chez les gens. Paul Henri Meyers est parlementaire avec corps et âme: « Il ne suffit pas que le Parlement soit le premier pouvoir sur le papier. Il doit l'être aussi dans la réalité! » Quand il parle de « sa » Chambre – et il le fait souvent dans les réunions de fraction – ses yeux brillent. Il est un modèle pour les jeunes

collègues, avant tout sur le plan humain et professionnel. En ce qui concerne les questions constitutionnelles, le – seulement d'un point de vue extérieur – petit homme de Binsfeld reste la première source d'information. Et aussi la dernière instance en tant qu'éminence grise. Sans pour autant être une éminence grisonnante.

Un visionnaire optimiste

Après toutes ces années, Paul Henri Meyers n'a pourtant pas perdu son sens de l'humour. Et même s'il n'a guère changé à l'extérieur, l'homme de famille s'intéresse davantage à l'avenir qu'au passé: « La politique est pour moi la construction de l'avenir dans le présent. » A 80 ans, il s'accorde de temps en temps quelques jours de vacances. C'est alors qu'il conduit encore lui-même, par exemple en Provence. Aussi pour la nature. Comme Luther, il est un réformateur. Et comme Luther, il planterait encore un pommier, même s'il savait que demain le monde s'écroulerait. En fait, il le fait chaque jour.



OCTAVIE MODERT

Son monde politique est très divers. Aussi polyvalente qu'Octavie Modert, née en 1966, elle-même. Pour l'ancienne ministre, pas une heure n'est trop tôt ni trop tard. Même en tant que députée de l'opposition, on la retrouve encore au bureau tard dans la soirée. Car s'il y a une chose que la juriste ne supporte pas, c'est le manque de connaissance du dossier. «Je prends le vote des électeurs très au sérieux. Le moins que les citoyens peuvent espérer est la maîtrise des dossiers.» Mais la politique est plus qu'un simple travail. Pour Octavie Modert, c'est une vraie mission qu'elle poursuit depuis les années CSJ. Elle vient d'une famille de vignerons. Mais l'on ne peut pas la réduire à cela: «On se retrouve rapidement dans un tiroir. Mais je suis plutôt généraliste. Cette diversité n'est pas une faiblesse, mais une force.» L'ancienne secrétaire générale du Conseil des ministres - elle est la seule femme à occuper ce poste jusqu'à ce jour - possède également une connaissance approfondie et une conception élevée des missions de l'État.

Une vision culturelle durable

En 2004, Octavie Modert est élue députée CSV pour la circonscription Est. Elle devient Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural ainsi qu'à la Culture, l'Université, la Recherche et les Relations avec le Parlement. Comme jadis au Ministère d'Etat, elle travaille ici aussi avec une grande connaissance des dossiers: «Je ne cherche pas l'audience publique à tout prix. Ce qui m'importe, c'est le fond de la chose.» Et c'est également ce fond qui l'importe lors de la mise sur pied de l'université: «Pour moi, l'université n'était pas une question de prestige, mais un aimant de savoir-faire.» Il en va de même pour la culture, où elle favorise plutôt une approche durable. Dans ce contexte, elle aime se souvenir de la Capitale européenne de la culture en 2007, qu'elle a contribué à façonner. Aussi, parce que l'Europe a été importante pour elle depuis ses années d'études à Strasbourg et à Reading.

« Sans solidarité, une société s'effondre »

En 2009, elle devient ministre de la Culture, de la Simplification administrative et ministre de la Fonction publique. En 2013, s'y ajoute la justice - une autre affaire du cœur. «Je n'ai jamais pu me plaindre de trop peu de travail», ironise-t-elle. Parce qu'elle a aussi de l'humour. Même s'il est plutôt à sec. Comme un bon vin blanc luxembourgeois. Depuis 2013, Octavie Modert est à

nouveau députée. Ici, la vice-présidente du groupe CSV s'occupe de la culture, de la justice et du service public, ainsi que des institutions, de l'université et de la recherche, de la communication et des médias, de la viticulture et de l'agriculture. Le social est aussi important pour elle: «Sans solidarité, une société s'effondre.» C'est une des raisons pour laquelle elle a choisi le CSV en tant que parti chrétien-social. C'est également la raison pour laquelle elle s'engage depuis 2017 comme conseillère dans la Commune de Stadtbredimus.

Des réponses réalistes aux préoccupations des gens

En privé aussi, Octavie Modert est très attachée à la culture. Et là aussi, il s'agit d'une culture dans la diversité: «Trop souvent, la culture n'est pensée qu'en termes d'infrastructures. Mais la culture est l'âme d'une nation. Dans toute sa diversité. Je me suis toujours engagée à rapprocher les gens de la culture.» Cela est également vrai pour la politique dans son ensemble. «La politique doit servir l'homme. Pas l'inverse. Je prends très au sérieux les inquiétudes et les craintes des gens. Et j'essaie d'y répondre en donnant des réponses durables», dit-elle. Durant les cinq années à venir, elle veut continuer à s'adresser directement aux gens. Et cela avec son réalisme et sa diversité habituels.



LAURENT MOSAR

Il n'est jamais absent quand il s'agit de lancer des dynamiques nouvelles en politique. À la fois dans les médias classiques et sur les réseaux sociaux. « Nous nous trouvons au 21^{ème} siècle. La politique doit aussi innover », explique Laurent Mosar, né en 1958. Depuis 1994, le juriste et avocat engagé de Bonnevoie est député CSV de la circonscription Centre. De 2009 à 2013, Laurent Mosar a été Président de la Chambre et premier citoyen du pays. « J'ai de bons souvenirs de cette époque. Parce que j'ai toujours essayé de renforcer le rôle du Parlement. Surtout dans sa relation avec les citoyens », dit-il.

La realpolitik en politique étrangère

En tant que député de l'opposition, Laurent Mosar aime le contact direct avec les citoyens. Il s'occupe de politique économique, étrangère et européenne. « Dans un monde incertain, la politique étrangère et européenne prend de plus en plus d'importance. Pour le citoyen, il est important d'établir des priorités politiques claires et dans un esprit de realpolitik. » Concrètement, le spécialiste en politique étrangère du CSV plaide pour une Europe plus confiante en elle-même et pour des relations plus poussées avec l'Asie. Tout d'abord, avec la Chine. La communauté de valeurs occidentale est également importante pour lui: « Je suis un défenseur de la société ouverte, mais nullement pour brader nos valeurs. » C'est pourquoi, avec Gilles Roth, il s'est engagé pour une interdiction générale de la dissimulation du visage. Il questionne en outre de manière critique les relations avec la région du Golfe, notamment en ce qui concerne les livraisons d'armes. En même temps, il s'engage en faveur des minorités persécutées.

Confiant dans le savoir-faire de place financière

En termes de politique économique, l'expert en finances se concentre sur l'avenir de la place financière. Contrairement aux représentants des autres partis, il est convaincu que le Luxembourg n'est pas viable sans place financière: « Le temps des niches de souveraineté est révolu. Mais le temps des niches de compétence vient seulement de commencer. En tout cas, je crois au savoir-faire de la place financière luxembourgeoise. » L'attractivité fiscale de la place est

importante pour le pragmatiste. Laurent Mosar s'engage pour un « level playing field » sur lequel la compétition peut se dérouler dans des conditions équitables.

Coureur de marathon politique

Un autre champ d'action du politicien de Bonnevoie est la politique communale à Luxembourg-ville. Depuis 1997, il siège au conseil communal de la ville de Luxembourg. De 2000 à 2005 et depuis 2017 de nouveau en tant qu'échevin: « En tant qu'échevin responsable des finances, je suis préoccupé par le fait que les finances de la capitale restent saines. » En privé, Laurent Mosar aime le grand monde. Il aime son « île préférée » Majorque. Tout comme il aime l'Asie et l'Afrique. Dans une vie antérieure, le père de deux enfants était aussi président de l'Aris. Il aime toujours le football. Mais sa passion est aujourd'hui plutôt la course. Ici, il peut se détendre. Mais son point culminant, c'est le marathon de Luxembourg. Peut-être parce que la politique aussi est comme un marathon pour lui: « Ce qui importe vraiment, c'est l'effet à long terme. Et l'on ne doit pas abandonner trop rapidement. »



MARCEL OBERWEIS

Il est toujours un ancien de 1968 tranquille. Mais ce n'est pas un révolutionnaire. Plutôt un homme de l'évolution de la justice sociale. Des sujets tels que le changement climatique, les droits de l'homme et la lutte contre la pauvreté, qui ne sont pas toujours prioritaires, sont particulièrement importants pour Marcel Oberweis. Mais l'ingénieur ne veut pas faire partie de ce « mainstream ». L'ancien professeur des sciences de l'environnement et de l'énergie de l'Institut supérieur de technologie et de l'Uni Lëtzebuerg (1979 à 2004), qui siège depuis 2004 au Parlement, s'engage aussi à la Chambre pour ses principes éthiques. Mais Marcel Oberweis est politiquement actif depuis longtemps. D'abord en tant que conseiller communal, puis en tant qu'échevin de sa commune de Steinsel. « Pour moi, la commune a toujours été un contrepoint important au Parlement. Ici, on est plus proche des gens. » En 2018, Marcel Oberweis ne sera plus candidat. « Cette étape de ma vie est terminée pour moi. » Mais il ne parle aucunement de retraite. Marcel Oberweis, connu aussi pour son engagement civique dans les régions en crise, déplacera le centre de gravité de son travail vers l'Afrique. « Je pense que je peux encore faire bouger beaucoup ici. Au moins, je peux apporter ma contribution. »



CLAUDINE KONSBRÜCK

Eloquente, dévouée et pleine d'énergie: Claudine Konsbruck, née en 1966, rejoindra « Krautmaart » peu avant la dernière ligne droite en remplaçant Marcel Oberweis. « Parfois, la politique, c'est comme le sport. Une course de relais a également besoin d'une bonne coureuse finale », dit-elle. Mais la juriste n'a encore jamais confondu la politique avec une salle d'attente. La mère de trois enfants travaille depuis 1991 en tant que conseiller de gouvernement au ministère de la Justice. En tant que fonctionnaire, elle était toujours soucieuse de rester politiquement neutre. « Un fonctionnaire n'est pas un politicien. Je sais tout à fait faire la distinction », souligne-t-elle. Maintenant, elle change les camps... en partie. Car à côté de son travail, elle a toujours été au service des gens. Depuis 2011 au conseil de la ville de Luxembourg. Sur la liste du CSV circonscription Centre. Mais aussi en tant que présidente de l'Asbl « Initiativ Rëm Schaffen ». Avec la juriste, le groupe CSV se renforce d'une députée à la fois nouvelle et expérimentée. Au Parlement, elle s'engagera pour l'État de droit, pour un quotidien compatible avec la vie familiale et pour le plein emploi: « Même si ce ne sera que pour une courte durée, je vais quand même tout donner. » Après octobre, elle ne le fera peut-être plus comme coureuse finale, mais comme nouvelle coureuse de départ.



GILLES ROTH

La première impression est trompeuse. À première vue, Gilles Roth, né en 1967, se présente comme un député-maire et un fiscaliste plutôt élégant. Mais l'ancien fonctionnaire des Finances est aussi un responsable communal très terre-à-terre qui sait où se trouvent les vrais problèmes des gens. Et qui peut même ironiser sur soi-même: « On ne doit jamais se prendre trop au sérieux. Une certaine distance par rapport à soi-même ne fait pas de mal. » Pourtant, le père d'une fille presque adulte prend très au sérieux les soucis quotidiens des gens de sa circonscription Sud. « Surtout dans le Sud, la politique n'a pas lieu dans la tour d'ivoire. La politique doit faire face à la réalité des gens. Sinon, elle n'a aucun sens », dit-il.

Priorité pour la qualité de vie des habitants

Pour Gilles Roth, la réalité des gens, c'est d'abord sa commune de Mamer. Il est bourgmestre ici depuis 2000. A Mamer, il se sent bien. Ici, il a été réélu bourgmestre. « Nous essayons d'atteindre l'équilibre entre une commune urbaine et rurale. Car ma première priorité, c'est la qualité de vie des habitants », souligne-t-il. Depuis 2007, Gilles Roth est également député CSV de la circonscription Sud. Il a toujours été réélu. De mai à décembre 2013, le juriste et ancien avocat, qui sait toujours citer exactement et par cœur les articles pertinents du code civil, était également président du groupe CSV durant les derniers mois du gouvernement Juncker: « On m'a alors jeté dans l'eau froide. Mais ce fut une expérience très éducative et enrichissante que je ne regrette aucunement. »

Équilibre entre justice fiscale et compétitivité

A «Krautmaart», il se concentre sur la politique fiscale et financière, sur la justice et les affaires intérieures ainsi que sur la réforme constitutionnelle. « En ce qui concerne la réforme fiscale, j'ai toujours plaidé pour un équilibre entre une fiscalité équitable et la compétitivité. Le consommateur moyen doit avoir la certitude que la justice sociale est assurée », explique l'actuel vice-président du groupe CSV. Une autre priorité est son engagement en faveur d'une société ouverte: « C'est pourquoi, avec Laurent Mosar, j'ai présenté une proposition de loi pour instaurer l'interdiction générale de la burqa. Quand il s'agit de liberté, il ne peut y avoir de faux compromis », explique le perfectionniste: « Même les

détails doivent être justes en politique. Au final, ils font la différence. » Pas étonnant que ses dossiers n'aient plus de secrets pour lui.

Le regard pour le grand tout

En privé, Gilles Roth s'intéresse aussi au sport. Il aime la mer en été et les montagnes autrichiennes en hiver. Mais il ne sait pas seulement glisser sur les pistes de ski, mais aussi sur le clavier d'un orgue d'église. Avec un goût particulier pour le répertoire romantique. « Malheureusement, la politique n'est pas toujours très romantique. Mais j'essaie toujours de rechercher le plus grand consensus possible dans l'intérêt des citoyens. Même au-delà des frontières de partis. » Tel est le leitmotiv de l'expert reconnu. Un expert qui a du cœur et qui ne perd jamais de vue le grand tout.



MARCO SCHANK

Il est un homme comme l'Ösling : calme, puissant, direct, proche de la nature. Sa barbe est certes devenue plus grise et plus courte au fil des années. Mais ce sont des superficialités qui restent sans importance pour Marco Schank, né en 1954. Dans son intérieur, l'homme d'Eschdorf n'a pratiquement pas changé depuis Tchernobyl. Il est toujours l'environnementaliste non conventionnel, soucieux de l'énergie propre, de la protection du climat et du développement durable du monde rural. Et cela pas pour le monde rural en tant que territoire mais pour ses habitants. « Je suis toujours resté fidèle à moi-même. Et je suis heureux que le principe de durabilité soit aujourd'hui arrivé aussi dans le mainstream politique », dit-il.

Monsieur durabilité du CSV

Durablement, il a également transformé son parti. Si le CSV préconise aujourd'hui une économie de marché sociale et durable, c'est aussi son mérite. Car la durabilité n'est pas seulement un mot à la mode pour le politicien du Nord : c'est depuis des décennies aussi une devise politique et de vie. Devise qu'il vit dans sa maison avec un jardin impressionnant à Eschdorf. Et il effectue également son trajet à la Chambre des députés en train. Plus tôt que d'autres, l'ancien bourgmestre de Heiderscheid (1994 à 2009) et l'actuel bourgmestre de la commune fusionnée d'Esch-sur-Sûre mise sur l'idée du parc naturel. « Je crois à la réconciliation de l'économie et de l'écologie. Le monde rural en particulier peut jouer un rôle dirigeant ici. Et ce pas seulement de manière abstraite, mais concrètement sur le terrain. » Tel est son leitmotiv.

Un Parlement ouvert à la société civile

En tant que ministre du Logement et ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, il a par la suite lancé le Pacte Climat pour les communes luxembourgeoises de 2009 à 2013. Après un certain scepticisme au début, toutes les communautés luxembourgeoises y sont aujourd'hui membres. « C'est une bonne chose. Parce que la protection du climat commence à petite échelle. Dans la vie de tous les jours. Aussi dans la vie quotidienne des communes. » Auparavant, Marco Schank fut député CSV de la circonscription Nord de 1999 à 2009. Depuis 2013, il est à nouveau député. « Je n'ai

jamais visé l'opposition. Mais c'est une expérience absolument enrichissante pour moi. » À la Chambre, il se concentre principalement sur sa présidence de la Commission des pétitions. « Je crois en un parlement ouvert à la société et à la société civile. Les pétitions, ce ne sont pas des gadgets, mais un moyen efficace pour injecter de nouvelles idées dans le processus politique », explique-t-il.

La force d'une personnalité sereine

Sa grande passion, c'est l'écriture. L'écrivain reconnu écrit surtout des thrillers passionnants, profonds et plutôt poétiques tels que « Die Schalen des Zorns » ou « Mao und die Andern » ainsi que des pièces de théâtre souvent à caractère régional. « En écrivant, je peux me détendre et laisser vagabonder mon âme. Pour moi, c'est l'équilibre parfait », admet le père d'un fils et de deux filles. Mais sa politique aussi n'est jamais sans âme. Et certainement pas sans valeurs. Peut-être est-ce cette crédibilité humaine qui fait son succès. En ajoutant la force d'une personnalité sereine.



MARC SPAUTZ

Le mécanicien de formation est le manager du CSV. Marc Spautz, né en 1963, a une compréhension naturelle de la mécanique politique. Et aussi pour le fonctionnement compliqué des structures d'un grand parti populaire. « Je suis en fait quelqu'un qui s'approche directement des problèmes et les résout par la suite le plus directement possible », déclare l'ancien ministre de la Famille, de l'Intégration et de la Coopération. Comme son bon ami du CDU de la Sarre, Peter Altmaier, il sait tirer les ficelles. De plus, il est très bien interconnecté au niveau international.

Dirigé vers le futur sans persister dans le passé

Sous sa direction, le CSV s'est renouvelé en permanence depuis 2013. En février 2014, Marc Spautz est élu nouveau président du parti. Entre autres, cela a débouché sur un nouveau programme de base, de nouveaux statuts et un « Zukunftsdësch » du CSV. Et aussi à un nouvel élan qui ne va pas de soi dans les années d'opposition. « Après le passage dans l'opposition, je savais que nous devions nous renouveler. Parce que les électeurs ne sont pas intéressés par le passé, mais par la construction du futur. »

Le social comme première priorité politique

En tant qu'ancien secrétaire générale du LCGB, le social constitue pour Marc Spautz toujours la première priorité: « Ma première priorité est le « S » dans le sigle du CSV. Il combine la philosophie chrétienne et l'aspect populaire du parti. » Pour lui, la doctrine sociale chrétienne est plus que de la simple rhétorique: « La dignité de l'homme et de sa famille est inviolable pour moi ! » Ce n'est pas un hasard. Chez les Spautz, la politique sociale a toujours été le sujet prioritaire. Après tout, Marc Spautz est le fils de Jean Spautz. De lui, il a non seulement hérité la fibre sociale, mais aussi le tempérament. Depuis 2004, le politicien pur-sang est député de la circonscription Sud. De 2011 à 2013, il était le chef de la fraction du CSV. Depuis 2017 il est de nouveau échevin de la commune de Schiffange. Comme presque personne d'autre, il incarne l'âme de la minette luxembourgeoise. Il ne comprend pas seulement le langage du Sud: il le parle aussi! « Surtout en tant que politicien, l'on ne doit jamais renoncer à ses origines. » Et même s'il lui arrive de faire un faux pas: il est toujours d'un bon naturel.

Un stratège polyvalent et terre-à-terre

Hors de la scène politique, Marc Spautz aime revêtir le rôle de stratège. Pour ce faire, il dispose d'une mémoire phénoménale pour les résultats des élections, les pourcentages et les répartitions de sièges. Même Google ne peut pas rivaliser avec cela. Mais surtout, il a du bon sens et comprend les soucis quotidiens des gens. Cette approche populaire est importante pour lui: « La première mission de la politique est l'amélioration des conditions de vie. » Mais le politicien quelque peu sabreur a aussi le sens des belles choses voire même des choses spirituelles de la vie. Par exemple, l'ancien gardien de but de hockey sur glace et père de famille marié est très branché mode. Il ne lit pas que des livres politiques et il aime aussi la musique classique. Bref, le manager motivé est polyvalent. Comme son CSV, qui est pour lui un parti populaire du vivre-ensemble: « Bien sûr, nous voulons gagner des élections. Mais un parti est plus qu'un instrument de pouvoir. Il doit servir le bien commun! C'est pour cela que je me bats. »



SERGE WILMES

Il est le nouveau balai du CSV qui a tourbillonné la capitale lors des dernières élections communales. Pas seulement parce que la tête de liste du CSV Stad est jeune et atypique. Pas seulement parce qu'il n'aime pas porter de costume ou de cravate. Ce qui importe pour Serge Wilmes, né en 1982, c'est la qualité de vie concrète des citoyens sur le terrain. A Luxembourg-ville. Mais aussi partout ailleurs dans le pays. L'ancien chef du CSJ ne craint pas les chemins non conventionnels. Aussi, parce qu'il n'a pratiquement pas changé depuis qu'il fut président de la Jeunesse chrétienne-sociale. « Je m'intéresse toujours à la personne individuelle et à son développement particulier dans notre société », explique-t-il.

« Bien habiter et bien vivre pour tous »

Ainsi, le jeune réformateur du Millebaach a déjà réussi le changement à Knuedler. Il siège aujourd'hui à l'Hôtel de ville de la capitale en tant que premier échevin, responsable de l'avenir urbaniste de la capitale: « La ville de Luxembourg doit redevenir plus terre-à-terre. La croissance économique est importante. Mais nous avons surtout besoin d'une autre ville où il fait bon habiter et vivre. Pour tout le monde! » Le citoyen est également au centre de son travail en tant que député. Depuis 2011, l'ancien conseiller parlementaire du CSV siège aussi à « Krautmaart ». Il est important pour lui de rapprocher aussi le Parlement des gens. C'est pourquoi il a écrit en 2013 un livre intitulé « C wéi Crémant - d'Chamber vun A bis Z ». Après tout, il a aussi de l'humour.

La personne humaine trop souvent oubliée

Mais en réalité, un autre « C » est plus important pour lui: le « C » dans CSV. Serge Wilmes plaide pour une nouvelle réflexion sur l'homme comme personne humaine. C'est la raison pour laquelle il veut aussi le renouveau constructif et critique du CSV: « C'est exactement comme cela que je comprends mon engagement dans le 'Dräi Kinnéks Grupp'. » Mais il s'engage aussi au sein même de son parti. Par exemple, ensemble avec sa collègue députée Françoise Hetto-Gaasch, avec laquelle il a dirigé la commission des valeurs fondamentales du parti qui a révisé et renouvelé le programme de base du CSV. Avec un message clair: « Le CSV représente un nouvel humanisme. Parce que la personne humaine est trop

souvent oubliée de nos jours. Et pourtant, l'homme est bien plus que la seule matière. » Pour le politicien avec esprit d'équipe, cela signifie aussi plus de démocratie au niveau du parti et surtout au sein de la société.

De l'action au lieu de la langue de bois

Pourtant, le nouveau n'est pas une fin en soi pour l'historien: « Il faut toujours vérifier si le nouveau est vraiment meilleur que l'ancien. En tout cas, le progrès n'est pour moi pas une coquille vide. » C'est pourquoi l'admirateur d'Obama regrette également l'avalanche de langue de bois de la majorité gouvernementale actuelle. Il préfère s'attaquer à la racine des problèmes. Surtout, en ce qui concerne l'avenir du pays. Dans ce sens, le père de deux enfants veut décliner la devise luxembourgeoise « Mir wëlle bleiwe wat mir sinn » d'une manière nouvelle: « Nous devons toujours nous réinventer. J'essaie de faire cela. Je suis confiant que nous allons réussir ensemble! »



CLAUDE WISELER

Il est la tête d'affiche du CSV. Mais surtout, Claude Wiseler, né en 1960, est l'architecte et le contremaître de son parti. Un homme ayant la vue l'ensemble, mais qui se soucie tout autant des détails. Certains le comparent à George Clooney. Mais les apparences ne sont pas son affaire. Il aime certes le bon café. Mais il aime surtout les faits, les valeurs et les visions. Et aussi les Rolling Stones. Comme ministre des Transports, il avait l'habitude de les écouter dans sa voiture de fonction. Aujourd'hui, en tant que chef de fraction, il conduit une voiture hybride. Pas parce que c'est tendance. Mais parce qu'il croit en la durabilité et en l'économie circulaire. «Nous avons besoin de croissance, mais d'une croissance qualitative et inclusive», souligne-t-il. C'est pourquoi il est un défenseur de l'économie de marché sociale et écologique. Parce qu'elle réconcilie des positions opposées. Tout comme lui-même. Et aussi, comme le CSV. La lettre «S» est importante pour lui. Elle se trouve au centre. Tout comme Pierre Werner, son modèle en politique.

La justice sociale à travers les générations

La durabilité est également importante pour Claude Wiseler en tant que tête de liste du CSV. Certes, il est également sur Facebook et Twitter. Mais il ne pense pas en termes de tweets, mais en termes de générations. «Une politique responsable doit penser à long terme et agir à court terme», dit-il. C'est pourquoi il critique la politique budgétaire à courte vue du gouvernement de «Gambia». Pour que les générations futures aussi puissent vivre bien. C'est pourquoi il ne veut pas construire le futur sur le sable. Par conséquent, il se défend contre le carcan d'une croissance obligatoire dans le cadre du Luxembourg de 1,2 million d'habitants. C'est pourquoi il veut des objectifs clairs au lieu de slogans dans le processus Rifkin. «Et surtout, je ne veux pas économiser sur la justice sociale élémentaire, comme ce fut le cas récemment dans le dossier de l'assurance dépendance», dit-il avec une certaine colère. Car être en colère, il peut l'être aussi.

Arguments et alternatives

De par sa formation, l'ancien fonctionnaire au ministère de la Famille est docteur ès lettres et professeur de français. Ses anciens privilèges ministériels ne lui manquent pas. Il aime la liberté sans protocole. Il se fait son opinion après avoir

écouté. Ensuite, il mène sa position à bien jusqu'au bout tout en combinant assertivité et persuasion. Et ce même contre le vent. Comme sur sa moto avec sa veste en cuir. Les élections de 2018, il veut les gagner. Mais l'ancien échevin de la capitale sait que le chemin sera encore très difficile: «Nous voulons convaincre avec des arguments et des alternatives. Pas avec du superficiel et des gadgets.»

Racines, valeurs et visions

«Pour moi, la politique est un service au citoyen», explique Claude Wiseler. S'il devait devenir Premier ministre, l'ancien président de la Fédération de basket veut gouverner le Luxembourg en équipe. Un Luxembourg cosmopolite dans une Europe humaniste. Une autre affaire de cœur pour lui est le Portugal. Après tout, il est marié à une Luxembourgeoise d'origine portugaise. Des racines, des valeurs, des visions: tout cela, c'est Wiseler. C'est ainsi qu'il veut réussir le changement. Et orienter le Luxembourg vers l'avenir. Un Luxembourg d'espoir qui croit à nouveau en lui-même. Ou comme le dit Mick Jagger: «Lose your dreams and you might lose your mind.»



MICHEL WOLTER

Il est le buteur du CSV, le joker pour les cas difficiles. « Une fois qu'une décision juste est prise démocratiquement, je l'applique. Même contre de la résistance. C'est pour cela que je suis élu », explique Michel Wolter, né en 1962. En 1984, à 21 ans, il était encore le plus jeune député du Luxembourg. Depuis lors, l'homme du centre politique est devenu plus calme et plus détendu. Il ne porte presque plus de cravate aujourd'hui. Ce qui est vraiment important pour l'ancien président du parti, c'est le caractère populaire du CSV : « Je crois en l'avenir des partis populaires. Les intérêts dans une société doivent être réunis. C'est cela notre recette à succès. » Mais aussi l'image chrétienne de la personne humaine et l'idée de solidarité sont importantes pour le pragmatiste avec bon sens.

Un député-maire passionné

Presque aucun autre homme politique luxembourgeois n'est aussi polyvalent que Michel Wolter. L'ancien ministre de l'Intérieur et président de groupe peut aussi être sensible et drôle. Par exemple, quand il joue de l'accordéon sur la scène d'un congrès. Mais il peut aussi passer à l'attaque à la vitesse de l'éclair. Par exemple, quand il critique l'opposant politique à la Chambre. Ou quand il se bat pour une cause importante pour lui. Ainsi, le bourgmestre actuel de la Commune de Käerjeng défend toujours avec une grande passion l'autonomie communale. Depuis 2010, Käerjeng constitue son quartier général. « En tant que ministre de l'Intérieur, je me suis engagé pour toutes les communes. Aujourd'hui, en tant que bourgmestre, je me concentre surtout sur ma commune. »

« La politique n'est pas une entreprise de beau temps garanti »

L'économiste de formation a du caractère et de la personnalité. Michel Wolter est dur, mais juste : « La politique n'est pas une entreprise de beau temps garanti pour moi. Ce qui m'intéresse, c'est l'échange d'arguments qui mènent à des actions concrètes. » Pour l'ancien chef de la CSJ, c'est une question de cohérence et de conséquence. Cohérent et conséquent doit être pour le « Escher » d'origine aussi l'aménagement du territoire. « Cependant, je constate ici plutôt de l'arrêt. Pourtant, l'aménagement du territoire est le dossier central pour l'avenir. C'est la seule façon pour arriver à une

croissance intelligente », prévient le pionnier de l'IVL. L'identité nationale est également importante pour le manager de campagnes électorales expérimenté. Ainsi, les expositions à succès dans sa commune sur la « Gëlle Fra » et la Première Guerre mondiale étaient surtout son idée.

Sportif et randonneur

Une autre passion du père de trois enfants est le sport. Dans les années 1980, Michel Wolter était un joueur de tennis de table international. Il aime aussi le football. Et les fléchettes aussi. Il aime aussi faire de la randonnée. C'est son antithèse personnelle au travail politique. Récemment aussi à travers le Luxembourg. « Le Luxembourg est une destination de vacances totalement sous-estimée », dit-il. Mais il était aussi déjà en pèlerinage sur les chemins de Saint Jacques de Compostelle. Pourtant, l'homme avec un sens de l'humour assez unique ne se considère pas comme un saint : « Pour moi, c'était plutôt une randonnée qui m'a permis de me trouver. » Bref, Michel Wolter est beaucoup plus que son côté extérieur. Mais cela, c'est exclusivement son histoire à lui.



LAURENT ZEIMET

De l'air frais, Laurent Zeimet, né en 1974, l'a introduit au CSV dans les années 1990 en tant qu'étudiant. Et ce même contre de la résistance. «Frësch Loft», donc le changement, c'est ce qu'il veut aujourd'hui pour le Luxembourg. Ses modèles politiques sont les frères Kennedy Bobby et Jack. Et aussi Heiner Geissler. Aussi comme secrétaire général atypique. Après avoir jadis cofondé les «CSJ Schüler a Studenten» et après avoir dirigé le CSJ, il a atteint aujourd'hui le sommet du parti. Mais il veut encore faire bouger le CSV. Et c'est ce qu'il a fait avec succès dans l'opposition depuis la fin de l'année 2013 avec des statuts nouveaux. Avec Bobby Kennedy, il se demande: «Il y a ceux qui regardent les choses telles qu'elles se présentent et disent: pourquoi? Moi je rêve de choses qui n'ont jamais existé et je dis: pourquoi pas?»

Au « centre social » de la société luxembourgeoise

Son CSV est situé au « centre social » – un terme qu'il vit – de la société luxembourgeoise. Le « C » aussi est important pour le juriste de formation. Pas comme dogme, mais comme référence politique dans le sens de l'image chrétienne de la personne humaine, qui pour lui n'est pas dépassée, mais très moderne. « Même si nous sommes conscients qu'aucun programme politique ne peut être déduit directement du christianisme, nous adhérons aux principes et aux valeurs chrétiens tels la solidarité et la subsidiarité comme idéal à suivre », explique Laurent Zeimet. C'est aussi pour cette raison que la protection du climat est d'une importance particulière pour lui. Il en va de même pour le concept de l'économie sociale et écologique de marché.

En contact direct avec le citoyen

La subsidiarité, le père de deux enfants la vit depuis 2011 localement en tant que bourgmestre engagé de sa commune de Bettembourg. La proximité avec le citoyen est ici sa première préoccupation. « Le contact direct avec le citoyen me donne de la force pour mon travail politique », dit-il. Auparavant, il a déjà cherché le contact direct avec ses lecteurs en tant que journaliste critique du « Luxemburger Wort » de 2004 à 2012. Il a notamment essayé d'expliquer le travail parlementaire aux lecteurs dans un langage simple et direct.

Ne jamais oublier « Frësch Loft »

Son enfance et son adolescence ont été marquées non seulement par la profession de boulanger de son père, mais aussi par le scoutisme. Laurent Zeimet n'a jamais oublié cela. Même en tant que député, bourgmestre ou secrétaire général. Il est d'ailleurs député de la circonscription Sud depuis le 4 novembre 2014 où il a succédé à un certain Jean-Claude Juncker. C'est pourquoi il est resté une sorte de scout général jusqu'à ce jour. Même en politique, il ne laisse pas passer une journée sans « B.A. » Fidèle à la devise de Robert Baden Powell: « Tous les jours de ta vie, tu devrais faire quelque chose de bien. » Du moins, c'est ce qu'il essaie. Dans sa propre synthèse de réalisme, d'idéalisme et d'humour. L'humour, le « Kölsche Jeck » l'a piqué de ses jours d'étudiant, ensemble avec la constitution rhénane: « Et kütt wie et kütt. » Et: « Et hätt noch emmer joot jejang. » Surtout, il ne s'est jamais trahi et pas non plus ses convictions dans sa marche à travers les institutions. Même à la direction du parti, le rêveur persistant n'a jamais oublié sa « Frësch Loft »: il la pratique.



**LE BILAN DU
GROUPE PARLE-
MENTAIRE CSV
À LA CHAMBRE
DES DÉPUTÉS**

1) POLITIQUE FAMILIALE ET DU TROISIÈME ÂGE

Pour le Choix !

1. Pour le CSV, la politique doit promouvoir les familles, pas un modèle en particulier. Ceci nous différencie clairement du gouvernement bleu-rouge-vert qui sciemment privilégie un modèle familial, à savoir celui où les deux parents exercent une activité professionnelle et doivent faire garder leurs enfants. Les familles doivent avoir le choix de leur modèle familial. L'état, quant à lui, doit soutenir les décisions des familles.

2. Le CSV plaide pour que les familles aient plus de temps. La flexibilisation du congé parental va dans la bonne direction, mais les mesures prises ne correspondent pas toujours aux besoins de tous les parents. Le CSV a présenté des mesures alternatives garantissant aux parents plus de flexibilité.

3. Les familles nombreuses et les familles socialement défavorisées sont celles qui ont été le plus désavantagées par la suppression de l'allocation d'éducation et l'uniformisation des prestations familiales. Le CSV s'est prononcé pour la mise en place d'un modèle alternatif à l'allocation d'éducation et la création d'une allocation pour familles nombreuses. Ces alternatives seraient échelonnées socialement.

4. Pour le CSV, il est prioritaire d'introduire un modèle d'accueil et d'encadrement gratuit des enfants dans le cadre de l'instruction scolaire.

Nous avons proposé que le principe d'un encadrement gratuit des enfants soit introduit par étapes et en prenant en compte les moyens financiers. Ces dernières années, de nombreuses activités parascolaires ont été rendues plus accessibles aux enfants. Il est important que chaque enfant puisse avoir la possibilité de prendre part à de telles activités. Pour le CSV, il est également prioritaire que chaque enfant puisse bénéficier d'une aide gratuite pour les devoirs et l'apprentissage de manière générale. Une telle aide devrait être organisée en étroite collaboration entre l'école et les structures d'accueil pour enfants. Un tel objectif ne saurait être atteint que si nous rendons l'accueil accessible à chaque enfant.

Une politique du « troisième âge » dynamique

5. La construction de maisons de retraite et de soins ainsi que la mise en œuvre du plan démente sont pour nous prioritaires.

2) AFFAIRES SOCIALES ET POLITIQUE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI

Réforme du revenu minimum garanti («RMG») : peu d'améliorations, mais beaucoup de détériorations !

6. La réforme du RMG devait apporter des améliorations pour les bénéficiaires de ce revenu de base. La réforme est cependant pleine de contradictions et surtout elle prévoit de nombreuses détériorations. La réforme constitue surtout un changement de paradigme préoccupant, dans la mesure où le droit à un revenu de base n'est plus garanti. De telles aggravations et détériorations sont difficilement compréhensibles.

Toujours dans l'intérêt des salariés

7. Le CSV a toujours eu à cœur les préoccupations des salariés. Ainsi, il approuve les adaptations régulières du salaire social minimum («SSM»). Dans le cadre de la réforme fiscale, le CSV avait plaidé pour un allègement de la charge fiscale pesant sur les bénéficiaires du SSM. La proposition du CSV aurait permis aux bénéficiaires du SSM de bénéficier d'un revenu net plus élevé et partant elle aurait amélioré le pouvoir d'achat de ces personnes.

8. Le CSV attend toujours la réforme de l'Inspection générale du travail («ITM») qui doit e.a. lutter de manière plus active contre le dumping social et la concurrence déloyale.

9. Le CSV continue de miser sur un dialogue social qui fonctionne. En ces temps de profonds changements, il importe de consolider et fortifier le dialogue social à l'intérieur des entreprises. Malgré le fait que la réforme du dialogue social contienne quelques bons éléments, elle n'a pu convaincre le CSV. Dans la mesure où la réforme laisse les représentants du personnel des listes minoritaires sur le carreau, la réforme viole aux yeux du CSV le principe du pluralisme syndical, principe qui garantit aussi bien les intérêts des salariés que ceux de toute la société. En effet, celui qui met en péril le pluralisme syndical affaiblit à la fin la démocratie.

Réforme de l'assurance-dépendance : beaucoup d'incertitudes

10. Les modifications apportées aux dispositions de l'assurance dépendance sont mal ressenties, alors qu'elles engendrent incertitudes et mécontentement. La réforme a été pensée aux dépens des personnes handicapées et des personnes gravement dépendantes. Ce qui est inacceptable pour le CSV. Nous avons invité le gouvernement à apporter

les améliorations qui s'imposent, afin que les personnes âgées puissent à nouveau bénéficier e.a. des courses-sorties, alors que celles-ci sont primordiales à leur socialisation. Le texte de loi doit également être retravaillé au niveau des « gardes ». La réforme de l'assurance dépendance a réduit le nombre d'heures durant lesquelles une personne peut être encadrée dans un foyer du jour à 40 heures par semaine. Une telle mesure ne permet aucune flexibilisation et ne tient pas compte des besoins individuels des personnes concernées.

Après bien des atermoiements, le gouvernement semble disposé à apporter des améliorations au texte actuel. La COPAS, ainsi que les autres partenaires du secteur de l'assurance dépendance, mais aussi le CSV ont pointé du doigt les incohérences de la réforme et attiré l'attention du ministre sur les problèmes constatés sur le terrain, et ce dès le début de l'année. Il est important que le gouvernement agisse maintenant de manière adéquate et rapide.

3) POLITIQUE DU LOGEMENT

Nous avons besoin d'un « pacte logement 2.0 »

11. Le gouvernement actuel n'a pas réussi à stabiliser les prix sur le marché immobilier. Au contraire. Les prix continuent de monter inexorablement. La hausse de la TVA sur le deuxième bien immobilier de 3% à 17% rend les investissements sur le marché immobilier moins intéressants. Le CSV exige une politique du logement résolument axée sur l'offre et qui a pour objectif de rendre les terrains plus abordables. Ainsi, il sera possible de construire des logements accessibles. Les pouvoirs publics doivent disposer de davantage de terrains et les procédures doivent être raccourcies et simplifiées. Nous continuons à plaider, par ailleurs, pour un nouveau pacte logement, le « pacte logement 2.0 ».

12. Nous avons proposé la mise en place d'une nouvelle structure de droit privé devant aider e.a. les communes au niveau de leur politique du logement.

13. Nous avons également proposé de nouveaux outils tels que la location-vente pour le premier bien immobilier en tant qu'alternative au traditionnel achat-vente. Nous voulons aider les jeunes personnes et les jeunes ménages à accéder à leur logement.

14. Nous soutenons le principe d'un quota communal en matière de logements sociaux dans le cadre du « pacte logement ». Le CSV prône également une hausse des incitatifs financiers pour le secteur locatif.

4) CROISSANCE ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Pour une croissance ordonnée

15. La croissance est et demeure nécessaire. Notre pays connaît cependant une croissance essentiellement d'ordre démographique et toutes les décisions budgétaires et financières qui ont été prises par l'actuel gouvernement, se fondent par ailleurs sur celle-ci. A terme, il sera difficile de maintenir ce rythme de croissance. Nous voulons utiliser le peu de marge de manœuvre politique qui existe pour orienter, guider, organiser la croissance dans le but d'aboutir à une croissance plus durable, par exemple en définissant les secteurs économiques prioritaires à promouvoir. Le CSV soutient l'idée d'une croissance ordonnée, d'une croissance maîtrisable. Nous voulons une croissance qualitative et pas uniquement une croissance quantitative.

Cinq années de perdues

16. Depuis 2013, le dossier de l'aménagement du territoire n'a pas avancé. Les plans sectoriels n'ont été mis en procédure que récemment et ne sont pas encore en vigueur. Il appartiendra au prochain gouvernement, celui qui sortira des urnes le 14 octobre prochain, de mettre en œuvre les plans sectoriels. Or, l'orientation du nouveau « programme directeur d'aménagement du territoire » fait toujours défaut. Le gouvernement a mis les chariots avant les bœufs. Il aurait dû élaborer en premier un tel programme qui aurait servi de base aux plans sectoriels. Ces derniers auraient à leur tour été intégrés dans les plans d'aménagements généraux des communes. Malheureusement, c'est juste l'inverse qui s'est produit.

Décentralisation concentrée

17. Le CSV plaide pour une utilisation rationnelle des terrains constructibles (p.ex. via un mode de construction concentrée ou encore la densification intérieure). Nous sommes attachés au principe d'une décentralisation concentrée avec trois grands pôles de développement (agglomération autour de la ville de Luxembourg, sud du pays et la « Nordstad ») ainsi que certaines communes prioritaires (CDA - centres de développement et d'attraction). Pour le CSV, le programme directeur d'aménagement du territoire doit être adapté régulièrement aux réalités du terrain.

Nécessité de disposer des plans sectoriels

18. Les quatre plans sectoriels Logement, Transport, Paysage, Zones d'activités économiques sont prioritaires pour le CSV. Nous exigeons la mise en œuvre de ceux-ci selon des règles publiques, compréhensibles et contraignantes dans le cadre d'une procédure transparente.

Simplification administrative: une occasion ratée !

19. Le CSV se félicite que la loi dite «Omnibus» ait été votée. Toutefois, cette loi est insuffisante à nos yeux. Des dispositions importantes notamment au niveau de l'environnement ont été retirées dudit texte. Certaines dispositions ont été intégrées dans le cadre de la loi sur la protection de la nature. Nous regrettons que le gouvernement n'ait pas été à même de présenter et faire voter un texte monobloc dans le cadre de la simplification administrative. Cette stratégie duale du gouvernement a entraîné une perte de temps inutile. L'aménagement du territoire ainsi que le logement en ont pâti.

Refonte de la structure institutionnelle du pays

20. Lors de la présente législature il y a eu quatre fusions de communes. Le CSV se félicite de celles-ci et les a soutenues. Ces quatre fusions sont cependant absolument insuffisantes au vu de l'évolution démographique de notre pays ainsi que des obligations qu'une telle évolution représente pour les communes. Le CSV plaide pour une réforme territoriale qui tienne compte des défis futurs et qui va de pair avec une réduction du nombre des communes existantes.

Pour une réforme des finances communales qui ne se fasse pas au détriment des communes rurales

21. La CSV n'est pas satisfait de la réforme des finances communales, alors que celle-ci désavantage surtout les communes rurales et les communes ayant des zones industrielles. Nous avons proposé un modèle de financement alternatif qui aurait mieux tenu compte du facteur des zones vertes. Un tel modèle aurait permis de mieux soutenir financièrement les communes sans désavantager pour autant les communes rurales.

Garantir les recettes communales

22. Pour le CSV, il est important que les recettes communales soient mieux garanties. Nous regrettons que le

gouvernement actuel n'ait prévu ni dans le cadre de la réforme fiscale ni dans celle des finances communales une augmentation de l'impôt foncier. Nous avons plaidé pour une telle mesure lors des discussions et du vote portant sur la réforme des finances communales. Une telle mesure assurerait aux communes une plus grande prévisibilité et conduirait à davantage de justice sociale.

Loi sur la protection de la nature: Oui à des règles claires et à plus de sécurité juridique. Non à une sur-réglementation !

23. Le CSV soutient le principe d'une modification de la loi sur la protection de la nature. Nous devons enrayer la perte de biodiversité et limiter l'impact de notre mode de vie sur l'environnement selon la trilogie «éviter, limiter, compenser». Nous avons besoin dans ce contexte de règles qui soient claires et opérationnelles sur le terrain. Nous nous opposons par contre à toute sur-réglementation. L'avenir et la pérennité de l'agriculture constituent une préoccupation majeure et doivent être pris en compte.

Le CSV constate que le texte du gouvernement permettra une certaine simplification administrative. D'autres mesures seront cependant nécessaires, si nous voulons harmoniser, simplifier et accélérer les différentes étapes des procédures d'autorisation notamment dans le cadre de la construction de logements.

Nous regrettons que les règlements d'exécution relatifs à la loi sur la protection de la nature ne soient pas encore disponibles. Il est dès lors difficile d'évaluer les conséquences des nouvelles mesures.

24. Le CSV plaide e.a. pour des procédures simplifiées et accélérées dans le cadre des autorisations de construction. Une réglementation claire au niveau des examens préalables, de même que l'évaluation stratégique environnementale («SUP») peuvent apporter une plus grande sécurité juridique. Nous plaidons pour un regroupement de toutes les normes de construction dans la loi concernant l'aménagement communal. L'interaction avec les dispositions communales doit être mieux réglée. Nous exigeons dès lors la mise en place de règles claires et opérationnelles, de sorte que toutes les autorisations de construire soient attribuées par les communes. Nous ne sommes pas contraires au principe de la compensation. Au contraire. Toutefois à l'intérieur du périmètre de construction, il ne devrait pas y avoir d'obligation générale de procéder par compensations.

25. Le CSV exige en outre une réglementation plus flexible pour l'agriculture dans les zones vertes. Pour lui, il ne saurait y avoir de mesures de compensation au niveau de terres agricoles précieuses.

5) POLITIQUE D'INTÉGRATION

Accueil et intégration des demandeurs d'asile : des règles claires !

26. Un accueil et une intégration réussis des demandeurs d'asile requièrent une organisation volontaire et une exécution de celle-ci.

Le CSV a plaidé pour la mise en place d'un cahier des charges qui contiendrait les obligations et les missions des différents acteurs, en particulier de l'Etat et des communes. La réussite de la politique d'intégration des demandeurs d'asile en dépend. Le CSV regrette que le plan national d'intégration soit venu à échéance en 2014 sans que le gouvernement ait pris les dispositions nécessaires pour renouveler cet instrument central d'intégration et l'adapter aux nouveaux défis que représente la crise migratoire. Nous avons plaidé pour la mise en œuvre d'un tel plan renouvelé qui aurait e.a. défini l'encadrement des demandeurs d'asile du premier accueil jusqu'à la fin de la procédure d'asile.

27. La responsabilité de l'Etat est clairement engagée. Cependant, sans le soutien des communes, toute politique d'intégration est vouée à l'échec. Pour le CSV, les communes doivent se montrer solidaires et responsables. Nous avons clairement affirmé que nous étions en mesure d'imaginer un système de quotas au cas où les communes ne se montreraient pas solidaires.

28. Une politique d'intégration réussie présuppose également que les demandeurs d'asile fassent l'expérience de notre pays et de ses traditions. L'apprentissage des langues fait partie de ce processus d'intégration.

Le luxembourgeois : vecteur de communication et d'intégration

29. Le CSV ne remet pas en question le multilinguisme qui caractérise notre pays. Au contraire. La diversité culturelle et linguistique de notre pays constitue à nos yeux une richesse essentielle. Au vu de cette hétérogénéité, notre langue revêt une importance essentielle en tant que langue de communication et d'intégration. La langue luxembourgeoise doit continuer à se développer. Aux yeux du CSV, elle doit être plus présente dans la vie de tous les jours. Le CSV a proposé dans ce contexte la création d'une charte de la langue luxembourgeoise.

30. Notre langue doit fédérer. Elle ne doit pas exclure. Il est dès lors important pour nous que l'apprentissage de la langue luxembourgeoise se fasse dès le plus jeune âge. Pour le CSV, au cycle 1 de l'école fondamentale, le luxembourgeois doit être appris respectivement consolidé. Les enfants

doivent également être rapprochés des autres langues du pays, comme c'est d'ailleurs déjà le cas aujourd'hui. Nous sommes sceptiques en ce qui concerne le concept de l'accueil multilingue dans le cadre de l'éducation précoce tel qu'introduit par le gouvernement. Cette mesure ne se base sur aucune étude scientifique et ne fait partie d'aucun concept général.

Accès simplifié à la nationalité luxembourgeoise

31. Contrairement aux partis de la majorité, le CSV est et demeure convaincu que le droit de vote aux législatives nationales doit rester attaché à la nationalité luxembourgeoise. Nous sommes en même temps de l'avis que l'intégration des non-luxembourgeois doit être améliorée et renforcée. Bien avant la tenue du référendum de 2015, le CSV prônait un accès simplifié à la nationalité luxembourgeoise pour ceux et celles qui travaillent et habitent au Luxembourg, et qui souhaitent aller au-delà d'une participation sociale, économique et culturelle en influençant la prise de décision politique. En février 2015, donc avant le référendum, le CSV a déposé une proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi sur la nationalité. La réforme de la loi sur la nationalité qui fut déposée par le gouvernement et définitivement adoptée avec les voix du CSV correspond à l'esprit de notre proposition de loi.

6) POLITIQUE DE L'ÉDUCATION

« Qui sème le vent récolte la tempête »

32. Pour le CSV, un retour au calme au niveau de l'éducation est nécessaire. Les nombreuses et irréfléchies initiatives prises par le présent gouvernement, de même que les nombreux chantiers de ces dernières années dans l'éducation, ont suscité un mécontentement aussi bien chez le personnel enseignant que chez les parents et les élèves. Ce zèle contre-productif a contribué à la rentrée chaotique 2017-2018 marquée par un manque accru d'enseignants dans le cadre de l'école fondamentale, et ce alors même que l'attention du ministère compétent a été attirée depuis longtemps sur cette problématique. La rentrée passée illustre de manière exemplaire le manque de concept et de planification du gouvernement.

Pour le CSV, il est clair qu'on ne saurait avoir les yeux plus gros que le ventre et entamer plus de chantiers que ceux qu'on arrive à gérer correctement. Les adaptations, si elles sont nécessaires, doivent être discutées avec les acteurs du terrain. Elles doivent aussi être mieux préparées.

Pour un directeur d'école sur place !

33. Le CSV est et demeure convaincu que l'école fondamentale a besoin d'un directeur d'école avec des attributions hiérarchiques. Une direction n'a de sens que si elle se trouve sur place et ne soit pas établie au niveau régional.

34. Nous regrettons que le gouvernement actuel n'ait pas saisi la chance de la réforme de l'école fondamentale pour adapter la méthodologie et pour aborder le problème des langues dans l'enseignement de manière offensive.

Développement scolaire efficace

35. Un développement scolaire efficace ne nécessite pas obligatoirement de nouveaux instruments. L'efficacité du développement scolaire dépend cependant de mesures bien précises. Le plan de développement scolaire doit être analysé et, le cas échéant, adapté. Le métier de l'enseignant mérite également à nos yeux une revalorisation. Le contenu du stage doit être revu et le processus d'évaluation analysé. La charge administrative doit à nos yeux être réduite.

Apprentissage des langues : Absence de concept global

36. Nous avons besoin d'un concept global au niveau de l'apprentissage des langues afin de prendre en compte l'hétérogénéité des élèves. Pour le CSV, la réponse à la problématique des langues ne peut résider dans l'accueil multilingue dans les crèches, mais dans la refonte de l'ensemble du programme scolaire et de la méthodologie.

37. Le CSV regrette que le présent gouvernement n'ait pas saisi l'opportunité de la réforme de l'enseignement secondaire pour réorganiser l'apprentissage des langues. Nous plaçons pour une offre flexible pour les élèves.

Autonomie scolaire : Oui... à condition que l'égalité des chances soit garantie

38. Nous saluons l'autonomie supplémentaire accordée aux établissements d'enseignement secondaire. Cependant, nous ignorons encore ce que ce supplément en autonomie signifie concrètement. Pour le CSV, il importe qu'une offre scolaire publique différenciée et couvrant tout le territoire soit garantie. C'est la condition sine qua non pour que le principe de l'égalité des chances soit respecté.

La complexité de la formation professionnelle grossièrement sous-estimée !

39. Le gouvernement a grossièrement sous-estimé la complexité de la formation professionnelle et ne lui a pas reconnu l'importance qu'elle mérite. Dans le cadre d'une interpellation qui s'est tenue en novembre 2014, le CSV a fait des propositions concrètes pour apporter des améliorations au système en place. Or, le gouvernement a réagi tardivement et par saccades. Pour nous, il est important que le calme revienne. Les adaptations qui se révèlent être encore nécessaires devront être apportées après concertation étroite avec tous les acteurs concernés.

« Vie et société » vs instruction religieuse et morale ou idéologie contre le libre choix !

40. Le CSV regrette que les parents n'aient plus le choix suite à la suppression de l'instruction religieuse et morale qui a été remplacée par le nouveau cours « vie et société ». Nous le regrettons d'autant plus que les différentes communautés religieuses au Luxembourg se sont prononcées pour un cours des religions commun. Cet accord historique et innovant a été ignoré pour des raisons idéologiques. En ces temps modernes, un cours religieux commun aurait pourtant contribué à une meilleure compréhension interconfessionnelle.

7) POLITIQUE BUDGÉTAIRE ET FINANCES

41. Nous avons besoin de finances saines pour façonner notre avenir. Cependant :

- il est un fait que notre dette, malgré une conjoncture économique favorable, a augmenté entre 2013 et 2018 de l'ordre de 1,7 milliards d'euros. Selon la programmation financière pluriannuelle, notre dette passera jusqu'en 2020 de 12,7 milliards d'euros à 13,9 milliards d'euros.
- il est également un fait que malgré une croissance économique de 4 à 5% du PIB, l'administration centrale est déficitaire. Selon les calculs du gouvernement, le déficit de l'administration centrale devra encore croître de l'ordre de 1,6 milliards d'euros d'ici 2020.

42. Le gouvernement n'a pas saisi l'opportunité de profiter du développement positif de l'économie et du marché du travail pour engager l'avenir et préparer le pays aux défis futurs.

43. Nous souhaitons faire une autre politique. Une politique que nous pouvons nous permettre à long terme. Une politique qui ne constituera pas une charge pour nos enfants. Nous n'aurions pas pris certaines décisions ou nous les aurions exécutées de manière différente. A titre d'exemple, on peut citer la réforme fiscale qui est loin d'être socialement équitable.

44. Ces dernières années, de nombreux textes dans le domaine des finances, qui se basent sur des directives européennes, ont été adoptés tardivement voire n'ont pas été transposés en droit national. Les ressources humaines de l'administration fiscale ont été augmentées, ce que nous saluons expressément. Nous regrettons toutefois que des mesures analogues n'aient pas été prises au niveau même du ministère des finances, ainsi qu'au niveau des autres administrations qui dépendent de lui. Il deviendra de plus en plus difficile de s'affirmer comme « first mover » dans un monde globalisé et de plus en plus axé sur la digitalisation. Nous avons besoin de suffisamment de collaborateurs qualifiés et compétents. Le CSV veut que le pays redevienne un « first mover » et le « pays des chemins courts ».

8) RÉFORME FISCALE

Balance entre équité d'une part, et compétitivité et efficacité, de l'autre part.

45. La réforme fiscale du gouvernement n'a pas su nous convaincre, et ce malgré certains aspects plutôt positifs tels que p.ex. la décharge fiscale de la classe moyenne, point qui figurait déjà dans le programme électoral du CSV de 2013. Le gouvernement n'a pas saisi l'occasion d'élaborer une politique fiscale plus consensuelle et portée en commun. La réforme se révèle insuffisante et surtout profondément inéquitable. La réforme continue de faire peser une charge trop lourde aux ménages les plus modestes, alors qu'elle ne taxe pas de manière plus substantielle les ménages les plus riches. Le CSV avait proposé des mesures alternatives. Il plaide pour plus de justice sociale en proposant e.a. une exonération fiscale du salaire social minimum p.ex. via un crédit d'impôt dégressif.

46. Le CSV s'est également prononcé pour une augmentation du montant de base du revenu exonéré d'impôts. Une telle mesure aurait constitué une réelle amélioration pour les personnes disposant de faibles revenus. En contrepartie, le CSV aurait fait jouer le taux d'imposition maximal plus tôt. Nous aurions supprimé le système privilégié des « stock options » et nous l'aurions remplacé par un régime fiscal qui aurait renforcé la compétitivité de notre pays en tant que hub pour les start-ups. Des mesures fiscales particulières pour certains spécialistes devraient être réglées par le biais d'une loi, et devraient être limitées dans le temps et quant à leur montant.

9) PLAN HOSPITALIER

Le patient au centre de la prise en charge médicale

47. Le CSV salue le fait que le nouveau plan hospitalier soit défini par le biais d'une loi et non plus via règlement grand-ducal. Le CSV est toutefois d'avis que notre pays a besoin d'un plan sanitaire bien plus que d'un plan hospitalier. Un tel plan intégrerait divers aspects tels que les soins médicaux, l'aménagement territorial ainsi que certains éléments de sécurité sociale. Alors que le plan hospitalier est assez réducteur dans la mesure où il ne concerne que le milieu hospitalier, un plan sanitaire va plus loin en assurant aux personnes, quel que soit l'endroit où elles habitent, un accès équivalent aux soins médicaux de base. Une sorte de plan sectoriel devrait définir à quels endroits stratégiques des soins médicaux de base devraient être offerts de manière complémentaire aux prestations prévues en milieu hospitalier. Pour le CSV, des centres de soins décentralisés devraient voir le jour dans les différentes régions du pays au sein desquels médecins spécialisés et généralistes devraient pouvoir travailler ensemble. Dans ces centres, il devrait être également possible d'offrir des soins pédiatriques ainsi que des soins en urgence. Le patient se retrouve ainsi au centre des préoccupations et la prise en charge médicale sera plus efficace.

10) JUSTICE

Pour une réforme du divorce cohérente et pragmatique

48. Concernant la réforme du divorce, le CSV se montre sceptique, alors que le texte voté en définitive, manque de cohérence. Si nous saluons expressément l'introduction de la rupture irrémédiable des relations conjugales comme cause de divorce, nous nous montrons cependant critiques en ce qui concerne la suppression de la faute comme justificatif à une demande en divorce. Pour les partis de la majorité, il ne doit plus être possible pour des époux de demander et d'obtenir le divorce sur base d'une faute. Cependant, celle-ci peut continuer à jouer un rôle au niveau des conséquences financières du divorce telles que les avantages matrimoniaux. Le CSV plaide ainsi pour le maintien du divorce pour faute en cas de manquement grave à côté du divorce pour rupture irrémédiable des relations conjugales.

49. Le CSV se montre également critique par rapport à la possibilité prévue pour les enfants de mettre en cause une décision prise en commun par les parents ou par le juge en ce qui concerne le droit de garde et de visite. Les enfants et les jeunes doivent certes pouvoir émettre leur avis. Ils ne doivent cependant pas être instrumentalisés. Or, un tel

risque existe actuellement avec le texte gouvernemental, alors que des parents, qui ne seraient pas satisfaits par une décision judiciaire, pourraient être tentés de manipuler leurs enfants en vue d'une révision de la décision en question.

Pour une juridiction collégiale de la famille

50. Le CSV approuve l'introduction d'un juge aux affaires familiales. Celui-ci sera compétent pour toute une série de litiges. Certains litiges sont cependant de nature sensible ou complexe. A nos yeux, il serait plus judicieux que ces décisions soient prises par un collège de juges c.à.d. par une juridiction statuant en formation collégiale, quitte à ce que certaines décisions puissent être confiées, le cas échéant, à un seul juge.

Pour une interdiction pragmatique de la dissimulation du visage dans l'espace public

51. Le CSV salue la volte-face du gouvernement en matière d'interdiction de la dissimulation du visage dans l'espace public. Alors que le gouvernement s'est longtemps prononcé contre une telle interdiction en arguant qu'il est possible de régler cette question au niveau communal, le gouvernement a néanmoins fini par déposer un texte de loi. Ce dépôt est intervenu après celui d'une proposition de loi du CSV. Le CSV a toujours considéré qu'une réglementation au niveau communal ne constituait pas une solution satisfaisante. Nous avons plaidé pour une solution nationale et uniforme. Le texte gouvernemental ne va pas assez loin pour nous, alors qu'il ne prévoit une telle interdiction qu'à certains endroits bien définis de l'espace public. Une telle réglementation n'est tout simplement pas praticable sur le terrain. Nous préconisons une interdiction générale valable pour tout l'espace public.

11) SÉCURITÉ DES CITOYENS

Pour une police de proximité efficace

52. Le CSV est en faveur d'une police de proximité. Nous continuons à exiger que les missions et les moyens de la police de proximité soient clairement définis au vu des besoins du terrain. Il en va de la sécurité des citoyens.

53. Le CSV approuve l'intégration des services régionaux de la police judiciaire dans le service de la police judiciaire national. Il en va de même de la création d'antennes régionales. Nous plaidons cependant pour la création d'une quatrième antenne supplémentaire pour la Ville de Luxembourg à côté de l'antenne centrale, et ce dans le sens d'une plus grande

proximité et de plus de cohérence. Nous exigeons également un meilleur échange d'informations entre les différents services afin d'optimiser l'efficacité de la police.

Des moyens juridiques supplémentaires

54. Le CSV approuve également le fait que la police se voit reconnaître plus d'outils et de moyens juridiques. Nous plaçons pour la mise en place de la fouille de sûreté. Une telle mesure pourrait être utilisée à des fins de prévention et contribuerait à une meilleure protection des agents de police. Le CSV invite le gouvernement à introduire le «Platzverweis», la possibilité pour la police d'interdire à une personne l'accès à un endroit respectivement d'éloigner ladite personne. Il s'agirait d'une mesure supplémentaire de l'arsenal de la police à laquelle les agents de la police pourraient recourir. Il est impératif que la police puisse être capable d'intervenir dans certains cas déterminés.

Ecouter les citoyens et leur besoins

55. Le CSV est parfaitement conscient de la nécessité des citoyens de se sentir en sécurité. Elle s'est prononcée dans ce cadre pour un élargissement des compétences des «agents municipaux».

De bonnes conditions de travail et la possibilité de recrutement direct

56. Une police efficace a besoin d'agents motivés qui ont été formés afin de répondre aux défis de leur travail de manière optimale. Le CSV soutient l'idée d'un recrutement direct au niveau de la police judiciaire par le biais de conditions de travail et de possibilités de carrière intéressantes. Une police moderne a besoin à côté de policiers formés de manière «traditionnelle» d'un personnel civil spécialisé.

12) LUTTE CONTRE LE TERRORISME

57. Une lutte contre le terrorisme efficace repose pour le CSV sur plusieurs piliers:

Des possibilités de contrôle renforcées pour le service de renseignement

58. Dans le cadre de la réforme des services de renseignement, les attributions et moyens de contrôle du service de

renseignement ont été renforcés, afin d'optimiser la prévention du terrorisme. Tout de suite après les attentats de Paris, le CSV réclama que la réforme du service de renseignement soit mise en œuvre le plus rapidement possible. A l'époque nous avons également plaidé pour la suppression de la limite maximale au niveau de la dotation en personnel. Celle-ci doit correspondre aux besoins réels et nécessaires pour lutter efficacement contre le terrorisme. La réforme du gouvernement tient compte des revendications du CSV.

Ancrage constitutionnel de l'état d'urgence

59. Après les attentats de Paris, le CSV exigea un ancrage constitutionnel immédiat de l'état d'urgence tant en cas de crises nationales qu'en cas de crises internationales. Il est important de pouvoir agir rapidement lorsque de telles crises ont lieu. Le CSV exigea, en outre, que cet instrument de crise soit limité dans le temps et que le parlement autorise, le cas échéant, une prorogation de l'état d'urgence. La majorité au pouvoir a adapté ponctuellement la constitution, et ce en accord avec le CSV et conformément aux revendications de celui-ci.

Loi concernant la lutte contre le terrorisme

60. Le CSV a toujours œuvré dans le sens d'une meilleure collaboration entre les services de sécurité nationaux et étrangers. L'efficacité de la lutte contre le terrorisme dépend d'une part de la transposition rapide des textes européens et internationaux en la matière, et d'autre part d'un renforcement en termes de personnel ainsi que des possibilités de formation initiale et continue adéquates. Le CSV regrette que la loi contre la lutte du terrorisme, dont le projet a été déposé par le gouvernement en décembre 2015, n'ait pas été mise en œuvre plus rapidement. Le CSV a également proposé dans le cadre de la lutte contre le terrorisme des mesures préventives afin d'empêcher toute radicalisation.

13) SERVICES DE SECOURS

Le CSV sceptique en ce qui concerne la mise en œuvre concrète de la réforme

61. Le CSV approuve le principe de la réforme des services de secours. Nous attendons avec impatience la mise en œuvre concrète de cette réforme. La réforme se base sur des travaux et réflexions préparatoires du gouvernement précédent. Nous avons approuvé le texte de loi. Nous aurions cependant réglé le volet financier de manière différente. Nous aurions préféré que l'Etat prenne en charge directement la totalité des frais au lieu de prévoir qu'une

partie de ceux-ci soit d'abord financée via les communes. Le CSV exige en outre d'obtenir a posteriori des informations financières plus précises. Nous souhaitons également que la réforme fasse l'objet de rapports intermédiaires.

14) FABRIQUES D'ÉGLISES

Pour une réforme en profondeur mais dans le dialogue!

62. Le CSV s'est prononcé dans le cadre de son programme électoral 2013 pour une réforme approfondie des fabriques d'églises. Cependant, et contrairement au gouvernement, nous aurions entamé une telle réforme dans le dialogue avec tous les acteurs concernés. Par conséquent, la réforme aurait été également différente quant à son contenu.

15) ECONOMIE

Nous avons passé les dernières années de la période de législature qui se terminera à examiner de très près la politique économique du gouvernement et à proposer des alternatives.

Environnement fiscal compétitif

63. De nombreuses mesures individuelles de la réforme fiscale vont sans aucun doute dans la bonne direction. La réforme est néanmoins déséquilibrée et timide. En Europe, le taux d'imposition d'affichage est de l'ordre de 21% environ. Au Luxembourg, ce taux a été réduit de 29% à 27% respectivement 26%. Un tel taux ne permet pas de faire face à la pression concurrentielle internationale en matière de fiscalité des entreprises. Une telle réduction ne conduit pas à une amélioration significative de la compétitivité de nos entreprises. Pour cela, il aurait fallu aller beaucoup plus loin.

Le CSV plaide pour un environnement fiscal compétitif pour notre économie. Notre pays a besoin d'entreprises concurrentielles. Les entreprises ont besoin de perspectives de développement tant pour s'établir, que pour s'agrandir et créer des postes de travail. Le CSV s'est prononcé pour une stratégie fiscale à long terme qui prévoit e.a. une réduction du taux d'affichage pour le rapprocher de la barre des 20%. Cet objectif s'accompagne parallèlement d'un élargissement de la base d'imposition. Une telle stratégie doit être décidée, si possible, sur base d'un consensus. Cette stratégie doit aussi prendre en compte les avantages compétitifs ainsi que les conditions d'implantation relatives à notre économie.

64. Le CSV salue le fait que des géants tels que Google réfléchissent à la possibilité de s'installer au Luxembourg. Notre économie a besoin aussi bien d'entreprises étrangères qu'autochtones. Le CSV exige cependant que toutes les entreprises soient traitées à la même enseigne.

Les PME ont été négligées ces dernières années aux yeux du CSV. Le gouvernement montre clairement plus d'intérêt pour des projets économiques d'envergure concernant des entreprises de prestige et oublie que ce sont les petites et moyennes entreprises qui constituent l'épine dorsale de notre économie. Nous voulons soutenir prioritairement ce pan de l'économie.

Pour une agriculture diversifiée et concurrentielle

65. Les entreprises agricoles ont besoin d'être soutenues. Pour le CSV, l'agriculture est une partie intégrante importante de notre économie. Elle est le garant d'un approvisionnement sûr en denrées alimentaires de qualité.

66. La loi agraire s'est fait attendre et elle ne remplit pas toutes les attentes. Le CSV a fait une série de propositions de modifications afin e.a. de simplifier les procédures relatives aux aides à l'investissement, de revoir à la hausse les seuils maxima de certains investissements – p.ex. pour les machines agricoles – ou de garantir aux jeunes agricultures de meilleures chances.

A nos yeux, toutes les entreprises doivent être traitées de la même façon en ce qui concerne le volet « conseil ». Un centre de compétences « agriculture » s'impose pour le CSV. L'agriculture a besoin d'être mieux représentée au niveau de la prise de décision politique. Elle a partant besoin que ses intérêts soient défendus par un ministère agissant de manière autonome et qui ne soit pas une dépendance, une marionnette du ministère de l'environnement.

La croissance de notre pays doit être une croissance qualitative qui ne se fait pas uniquement au détriment de l'agriculture. Il est important de sauvegarder des terrains précieux pour l'agriculture et de faire en sorte que ceux-ci ne puissent être affectés à des fins de compensation.

16) FONCTION PUBLIQUE ET INSTITUTIONS ÉTATIQUES

Réforme de la fonction publique

67. La réforme de la fonction publique, qui a été adoptée avec les voix du CSV, porte la signature du gouvernement

précédent. La réforme prévoit e.a. une meilleure prise en compte de l'expérience professionnelle, une restructuration des carrières mieux adaptée aux études et formations actuelles ainsi qu'une revalorisation de celles-ci, de meilleures perspectives de promotion, une meilleure prise en compte de l'expérience professionnelle et des formations continues effectuées au cours de la carrière professionnelle y compris dans le secteur privé, un système d'évaluation, ou encore des conditions de travail plus flexibles et adaptées au mode de vie actuel.

Réforme du Conseil d'Etat

68. Le CSV a lancé le débat sur la nécessité de réformer le Conseil d'Etat en déposant une proposition de loi y relative. Le gouvernement a suivi en déposant à son tour quelques mois plus tard à peine un texte. Quand bien même, il existe de nombreux points concordants entre les deux textes, la majorité n'a pas pris en considération les importantes propositions de réforme du CSV. Ainsi, le CSV avait proposé que cinq députés puissent avoir le droit de saisir le Conseil d'Etat d'une question juridique. Une telle possibilité aurait contribué à renforcer le rôle du Conseil d'Etat en tant que gardien de la Constitution, ainsi que celui du parlement. Une telle mesure aurait aussi permis de disposer de textes de loi plus lisibles et de meilleure facture. Les citoyens et les citoyennes auraient été les grands gagnants d'une telle réforme. Le CSV avait également plaidé pour que les membres du Conseil d'Etat soient nommés uniquement par la Chambre des Députés sur base d'un profil élaboré par la Haute Corporation.

Les récentes discussions autour de la nomination d'un nouveau membre du Conseil d'Etat donne raison au CSV qui n'a pas voté le texte gouvernemental en 2016. Le CSV a redéposé une proposition de loi ayant pour objet de réserver la procédure de nomination des membres du Conseil d'Etat à la seule Chambre des Députés.

17) RÉFORME CONSTITUTIONNELLE

Prendre les citoyens et citoyennes au sérieux

69. Pour le CSV, la réforme constitutionnelle s'impose sans l'ombre d'un doute. Cette réforme doit faire le plus rapidement possible l'objet d'un large débat public. Un tel débat ne saurait cependant être organisé de manière objective qu'en dehors des périodes électorales. C'est la raison pour laquelle nous proposons que la réforme constitutionnelle soit débattue après les élections législatives d'octobre et qu'un référendum soit organisé en 2019. Le CSV prend les citoyens et les citoyennes au sérieux.

18) EGALITÉ DES CHANCES

Pour des quotas facultatifs

70. Le CSV reste sceptique en ce qui concerne le texte gouvernemental introduisant l'obligation pour les partis politiques de présenter des listes électorales nationales et d'y faire figurer au moins 40% de candidats du sexe sous-représenté. Des sanctions sont prévues en cas de non-respect de ce quota minimal de 40%.

Le CSV assume encore et toujours la position qui fut la sienne depuis toujours, à savoir la mise en place de quotas en politique dans le but de parvenir à une meilleure représentation des deux sexes. Depuis 2001, les statuts du CSV prévoient par ailleurs un quota relatif au sexe sous-représenté à respecter par le parti. Nous sommes toutefois d'avis que chaque parti devrait pouvoir inscrire librement le respect d'un quota dans ses statuts. Un quota facultatif et librement choisi a plus de chance de garantir une représentation équilibrée des deux sexes dans les sphères de prises de décision qu'un quota imposé.

Le CSV a également présenté un texte alternatif au texte gouvernemental. D'après la proposition du CSV, les partis qui respectent un quota d'au moins un tiers de candidats du sexe sous-représenté, se verraient récompensés en obtenant des remboursements supplémentaires et échelonnés des frais de campagne électorale plutôt que sanctionnés en cas contraire.

Transgender

71. Avant même que le gouvernement ne se penche sur la situation des personnes «trans», le CSV a décidé d'agir, afin que ces personnes puissent bénéficier d'une plus grande reconnaissance. Il a déposé une proposition de loi y relative. Le CSV continuera à œuvrer afin que les changements législatifs nécessaires soient faits dans le but de garantir aux personnes «trans» plus d'autodétermination et de faciliter leurs conditions de vie.

19) SPORT

72. En 2016, le CSV a déposé une proposition de loi afin de soutenir le sport d'élite. Parmi les points forts dudit texte, on peut citer e.a.: la création d'un statut de sportif d'élite de réputation internationale, la promotion d'un conseil renforcé en matière de choix des études et des formations de même que le soutien des personnes concernées lors d'une réinsertion sur le marché du travail après l'arrêt de leur carrière sportive.

20) GASPILLAGE ALIMENTAIRE

73. Le CSV est conscient de la problématique du gaspillage alimentaire. En 2016, nous avons demandé à voir organisé à la Chambre des Députés un débat d'orientation consacré à ce sujet. Ledit débat n'a eu lieu qu'en 2018, ce qui montre le désintérêt patent du gouvernement pour tout ce qui peut être qualifié de «durable». Le débat n'a pas non plus été préparé en commission parlementaire, alors même que le CSV en a fait à plusieurs fois la demande. Le CSV partage l'opinion des partis de la majorité qui misent sur une approche transversale faite de prévention et de sensibilisation. Le CSV est cependant d'avis que la problématique du gaspillage alimentaire ne saurait être endiguée de manière conséquente que par le biais de textes législatifs nouveaux.

21) CULTURE

74. Dans le domaine de la culture, à part des changements personnels notamment à la tête du ministère, très peu de choses ont été réalisées. La loi sur le statut de l'artiste indépendant a été préparée par le gouvernement précédent. Le gouvernement actuel a cependant modifié le texte en le transformant surtout en une loi permettant aux artistes de bénéficier d'aides sociales. Le projet de loi sur l'archivage se base également sur des travaux préparatoires du gouvernement précédent et n'a toujours pas été voté.

Quant au plan de développement culturel, il n'a toujours pas été présenté. Le CSV avait réclamé l'élaboration d'un tel plan lors d'une interpellation initiée par ses soins au mois de décembre 2014. Après des années où l'accent fut surtout mis sur les infrastructures culturelles, il est essentiel de se consacrer à l'avenir prioritairement aux contenus culturels.

LES DÉPUTÉS CSV AU PARLEMENT EUROPÉEN

Georges Bach : sécurité routière et conditions de travail

La sécurité routière pour tous les usagers de la route, avec pour objectif concret la réduction du nombre des victimes d'accidents, et l'adaptation des véhicules et des infrastructures routières aux nouvelles technologies de la mobilité électrique et autonome constituent les axes principaux de l'engagement de Georges Bach au sein de la commission « Transports ». Les droits des passagers, qui ont été améliorés tout particulièrement au niveau du domaine ferroviaire et aérien, ont toujours eu une importance particulière pour le député. En tant que membre de la commission emploi et affaires sociales, les conditions de travail et sociales des citoyens sont au centre des préoccupations de Georges Bach. Le pilier social permettra de renforcer les droits des citoyens. Georges Bach s'engage aussi depuis des années pour des conditions de travail respectant la sécurité et la santé des salariés. Concrètement, il s'agit e.a. d'œuvrer en faveur de la mise en place de valeurs limites plus strictes pour les substances cancérigènes, de la reconnaissance des risques psychosociaux tels le stress ou encore le burnout, ainsi que la prise en compte des conséquences de la digitalisation sur le monde du travail.

Frank Engel : Etat de droit et missions parlementaires

Au sein de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures, Frank Engel était le rapporteur sur la situation des droits fondamentaux dans l'Union européenne en 2015 et 2016. Son rapport était centré sur la situation de l'état de droit et la migration. Contrairement aux années précédentes, le rapport a été adopté à une large majorité. Au sein de la commission du développement, Frank Engel, en sa qualité de coordinateur adjoint du PPE, suit de près les préparatifs pour l'élaboration du traité devant succéder au traité de Cotonou, qui règle les relations entre l'Union européenne et les états de l'ACP (pays d'Afrique Caraïbes et Pacifique). Il a participé à de nombreuses

missions parlementaires qui l'ont conduit en Afrique centrale, en Mauritanie, au Niger et au Sierra Leone. Frank Engel a également participé au sommet UE-Afrique en 2017 à Abidjan. Comme Vice-président de la délégation pour les relations avec la République populaire de Chine, il n'a cessé de thématiser la présence chinoise en Afrique ainsi que d'œuvrer pour la collaboration entre l'UE, la Chine et l'Afrique. Il a ainsi largement contribué à l'établissement d'un dialogue formel entre les institutions de l'UE avec la Chine sur l'Afrique.

Viviane Reding : commerce équitable et droits fondamentaux

Viviane Reding a activement contribué à une réorientation fondamentale de la politique commerciale de l'Union européenne. La création d'instruments anti-dumping plus réactifs et dissuasifs, l'introduction de règles plus transparentes et équitables dans les accords commerciaux, ainsi que la mise en place d'une juridiction publique en lieu et place des juridictions arbitrales sont à ce titre exemplaires. Viviane Reding s'est engagée avec succès pour un commerce mieux régulé, plus juste et responsable. Elle a également été co-rapporteuse du rapport sur le commerce. Viviane Reding s'est aussi engagée pour la reconnaissance de la neutralité du Net, l'abolition des frais de roaming, le transfert de contenus numériques, la fin progressive du blocage géographique du commerce en ligne, et pour le renforcement de la protection des données personnelles du consommateur et du citoyen. Avec Frank Engel elle poursuit son engagement en faveur de l'Etat de droit et des droits fondamentaux. Le parquet européen, qui remonte à une initiative de Viviane Reding, sera opérationnel en 2020 et siègera à Luxembourg.



GEORGES BACH

Il est comme les chemins de fer: fiable, consciencieux, modeste. Une fois cheminot, toujours cheminot. Une fois syndicaliste, toujours syndicaliste. Georges Bach, né en 1955, n'a pas changé. En même temps, il est député européen à part entière. Faire les choses à moitié, ce n'est pas son affaire: «Quand je m'engage pour une cause, alors toujours pleinement», dit-il. Mais en réalité, il s'engage toujours pour les gens. Malgré son engagement total, Georges Bach est toujours discret. Il ne cherche pas la lumière des projecteurs ou les grands titres rapides. «Je ne fais que mon travail à Bruxelles et à Strasbourg. Ce que je recherche, c'est l'efficacité. Pas le sensationnalisme», dit-il.

Pragmatisme de l'efficacité discrète

C'est peut-être aussi à cause de cette efficacité discrète que Georges Bach est respecté aussi au-delà de son parti. Car pour le pragmatiste, le résultat politique est plus important que l'appartenance à un parti. «En fin de compte, ce qui importe vraiment, c'est que le citoyen bénéficie de notre travail en Europe. Les résultats sont le meilleur argument pour l'Europe», dit-il calmement. Calme, il l'est en fait toujours. Aussi parce qu'il sait écouter. Mais quand il a écouté et débattu, il poursuit ses objectifs avec passion et aussi contre la résistance. «J'ai appris cette recherche de compromis et cette capacité de s'imposer comme syndicaliste. Ce sont ces expériences que j'applique aujourd'hui en politique», dit-il.

Sécurité des voyageurs et questions sociales

Depuis 2009, Georges Bach siège au Parlement européen. «J'aime mon travail. J'ai trouvé ici une deuxième vocation.» Qu'il se sente à l'aise à Bruxelles, on le voit facilement. Néanmoins, le changement n'a pas été facile pour lui. Les chemins de fer étaient son monde. En 1974, il passe de l'Arbed aux CFL. Des chemins de fer qui deviendront - en dehors de sa famille - son grand amour. En 1982, il s'engage dans les syndicats. En 1998 il devient Secrétaire général, en 2002 Président du Syprolux. En Europe aussi, son domaine, c'est le trafic. «Nous veillons à ce que la liberté de circulation ne se trouve pas seulement dans les traités. Nous en faisons une réalité de terrain pour les gens», dit-il. Son engagement pour la sécurité des voyageurs en est un parfait exemple. Une autre priorité pour le chrétien-social, c'est est la lutte contre

les coupes sociales et l'expansion de l'Europe sociale: «Le modèle social de l'UE est sans équivalent dans le monde. Mais il est loin d'être parfait et se trouve actuellement sous pression. C'est un processus continu.»

Toujours le «vieux Georges»

Georges Bach n'est non seulement resté fidèle à lui-même, mais aussi à son amour des chemins de fer et à son engagement social. Et à ses anciens collègues de toute façon. «J'aime voyager. Parfois même avec l'avion. Mais je n'ai jamais été coupé du réel.» Quiconque le connaît peut le confirmer. Le père de trois enfants n'est pas seulement resté le «vieux Georges» avec sa famille à Cents, mais aussi en tant que député à Bruxelles. En fait, un Georges très jeune. Peut-être parce qu'il aime aller se promener.



FRANK ENGEL

Il est cosmopolite. Un Européen convaincu. En plus, un Luxembourgeois avec cœur et âme. Frank Engel, né en 1975, est politiquement engagé depuis qu'il peut penser. «Au moins aussi longtemps», dit-il en plaisantant. En tant qu'élève et étudiant il est déjà engagé dans la conférence de la jeunesse CGJL. Suivent la CSJ et le CSV. S'y ajoutent des engagements au niveau européen. Par exemple, en tant que président des «United Students for Europe» démocrates chrétiens ou chez les étudiants du PPE, les «European Democrat Students». Parce que s'il y a une constante dans sa vie, c'est l'Europe. «Je crois en une Europe forte, solidaire et souveraine. Surtout les petits pays n'ont qu'un avenir avec et non contre l'Europe», souligne-t-il.

« Sans Etat de droit, l'Europe est impensable et pas crédible »

Tout d'abord, Frank Engel travaille en tant que rédacteur en chef de la plateforme Internet Codex. Il suit ensuite l'appel de Jacques Santer et devient son assistant au Parlement européen. En 2001, le juriste entre dans les coulisses de la politique nationale en tant que secrétaire parlementaire du CSV: «Pour moi, ce furent des années très instructives dans la salle des machines de la Chambre.» En 2009, il retourne à Strasbourg. Mais cette fois-ci, pas en tant qu'assistant, mais en tant que véritable député européen luxembourgeois. À ce titre, il s'engage pour l'Etat de droit. «L'Etat de droit ne permet aucun compromis. Sans un Etat de droit qui fonctionne, l'Europe est impensable et pas crédible», dit-il. Et il le dit avec force et clarté aussi aux chefs d'Etat et de gouvernement. En l'occurrence aussi à un certain Viktor Orban.

Comblent les fossés aussi en Afrique

Mais l'Europe sociale aussi lui tient à cœur. Sans pour autant renoncer à la compétitivité globale, en particulier pour les PME européennes: «C'est pourquoi je suis un démocrate-chrétien. Parce que nous surmontons les contradictions présumées et comblons les fossés en société.» Une autre priorité est son engagement sans faille pour l'Etat de droit et la démocratie sur le compliqué continent africain. «Les États d'Afrique doivent être stabilisés et leurs institutions doivent être renforcées – il en va aussi de notre sécurité», souligne-t-il.

Politique avec optimisme et humour

Mais Frank Engel n'est pas seulement un politicien mais aussi un auteur. Depuis des décennies, il publie ses réflexions sur l'Europe et l'actualité. Il est toujours ouvert à de nouvelles idées, peu orthodoxes, avec une rhétorique qui peut être assez pointue. Diplomatiquement, le fervent lecteur est également actif comme consul honoraire arménien au Luxembourg. Il n'est d'ailleurs pas seulement lié diplomatiquement au beau pays du Caucase. Car son épouse est arménienne. Il n'a pourtant pas grandi à Erevan, mais à Diekirch. A l'image de sa détendue ville natale, il est une personne plaisante, jovial et sociable. Ses parodies de Chirac, de Kohl, de Santer sont légendaires: «Certaines choses dans la vie sont tout simplement meilleures avec humour et optimisme. La politique en fait partie aussi.»



VIVIANE REDING

Elle est à la fois «Minettsdapp», luxembourgeoise et européenne. Viviane Reding, née en 1951, habite la capitale européenne de Luxembourg. Et en tant que député européenne elle se trouve aussi régulièrement dans les autres capitales européennes de Bruxelles et de Strasbourg. Comme l'Europe, l'on ne peut la saisir territorialement et rationnellement. La mère de trois fils est une personne passionnée. Et une femme déterminée aussi. Une politicienne qui sait ce qu'elle veut et qui le dit clairement. Et qui se trouve près des citoyens. Au milieu de la vie quotidienne. Au milieu de la vie. Le meilleur exemple en est son engagement comme commissaire européenne pour une Europe sans frontières roaming: «Il ne s'agit pas seulement de roaming. En fait, il s'agit de frontières ouvertes et de communication en liberté.»

«L'économie de marché implique pour moi le social et l'écologique»

La politique de Viviane Reding est toujours basée sur des faits. La docteur en sciences humaines l'a appris sur le terrain. Dans ses années de doctorat à la Sorbonne. Et aussi en tant que journaliste au «Wort». «Le journalisme fut une bonne école.» De cette école de la vie, elle bénéficie quand, en 1979, après la période d'opposition des années soixante-dix sous le leadership de Pierre Werner, elle est élue à la Chambre. De 1981 à 1999, elle est également conseillère communale à Esch. Ensemble avec Jacques Santer et Jean-Claude Juncker, elle œuvre pour le renouvellement du pays et du parti: «Ce fut un temps de renouvellement où les fondements de la prospérité moderne du pays ont été posés.» Pour l'ancienne présidente de la Commission sociale du Parlement, cela a toujours signifié du «Wohlfahrt für alle»: «L'économie de marché implique pour moi toujours le social et l'écologique.» Ainsi s'explique aussi son engagement pour un commerce mondial équitable. Pour protéger nos entreprises et maintenir la qualité de nos produits.

«Ma priorité est toujours le citoyen»

En 1989, Viviane Reding passe, comme députée européenne, de «Krautmaart» à Strasbourg. A la commission des pétitions elle s'occupe des préoccupations des citoyens. En 1999, elle devient commissaire à l'exécutif de l'UE. Elle y restera 15 ans. D'abord sous Prodi en tant que responsable de l'éducation, de la culture, des médias et du sport. Puis en tant que

commissaire pour les médias, les télécoms et la technologie sous Barroso. En 2010, elle devient vice-présidente de la Commission responsable de la justice, des droits fondamentaux et de la citoyenneté: «Ma priorité est toujours le citoyen.» Un exemple est l'extension de l'échange d'étudiants Erasmus, l'engagement pour l'égalité des chances ainsi que l'abolition des frais du roaming. Et même si elle aime rire: «Avec l'Etat de droit, je ne plaisante plus.» Elle l'a prouvé à maintes reprises. En critiquant Orban. Mais aussi avec son engagement pour un pouvoir judiciaire indépendant.

Luxembourgeoise à Bruxelles, Européenne au Luxembourg

Depuis 2014, Viviane Reding est à nouveau député européenne. Mais elle n'a jamais vraiment quitté la politique nationale: «A Bruxelles, je suis toujours luxembourgeoise. Et au Luxembourg, toujours aussi européenne.» Elle veut une Europe avec une voix unique et forte dans le monde. Une Europe des valeurs: «Les valeurs sont comme la paix. Elles doivent être consolidées tous les jours. Avant tout, la solidarité, sans laquelle ni le Luxembourg ni l'Europe ne sont concevables pour moi.» Déterminée. Assertive. Avec cœur, esprit et expérience. C'est tout cela que représente Viviane Reding.



CSV

FRAKTIOUN

**KLOER,
NO &
GERECHT.**

Impressum:

CSV-Fraktioun

13, rue du Rost
L-2447 Lëtzebuerg
T. 47 10 55 - 1
F. 22 59 22
csv@chd.lu

Groupe PPE au Parlement européen

Parlement européen
Rue Wiertz 60
1040 Bruxelles
Belgique

